



Les colos, un enjeu pour la jeunesse

4^{ème} édition du colloque
vacances enfants - ados



Vendredi 20 novembre 2015

Actes réalisés par
l'Union Nationale des Associations
de Tourisme et de plein air

UNATO
Le tourisme
au service des hommes et des territoires

Les colos, un enjeu pour la jeunesse

Pour de nombreux enfants et adolescents, les colos sont l'unique temps de vacances, un temps de découverte de territoires proches et/ou lointains, mais aussi un lieu et un temps de sociabilisation, d'apprentissage, de responsabilisation, d'amusement et de plaisir. Les colos participent également de l'économie des territoires et permettent de préserver des emplois pérennes. Mais depuis 2008, le départ en colo des enfants et ados est en net recul. Il est donc nécessaire, aujourd'hui de tous se mobiliser pour promouvoir les colonies de vacances et permettre à tous les enfants de vivre cette expérience.

Dans cet objectif et dans le cadre d'un colloque, l'UNAT a souhaité réunir tous les acteurs du secteur enfants et adolescents : ministère de la jeunesse et des sports, élus et représentants de comités d'entreprise, collectivités territoriales, organisateurs de séjours, partenaires sociaux et financeurs, etc.

Véritable évènement fédérateur, ce colloque a réuni 200 acteurs du secteur des vacances enfants et adolescents, venus de toute la France. Cette importante mobilisation ainsi que la qualité des échanges ont témoigné du fort intérêt des différents organismes présents pour les colonies de vacances et de leur volonté de se mettre en mouvement pour promouvoir collectivement ce type de séjour en France, via notamment la ratification d'un manifeste et la diffusion d'un poster « les colos aujourd'hui » (téléchargeable sur notre site internet www.unat.asso.fr - rubrique « publications »).

Dans la même collection...



QUELLES COLOS POUR 2020 ?

Novembre 2012



DES COLOS INNOVANTES !

Novembre 2013



TRES PROCHE, TRES LOIN

Novembre 2014

OUVERTURE p6

- ▣ Par Yvon BRETON, AG2R LA MONDIALE
- ▣ Par Michelle DEMESSINE, UNAT
- ▣ Par Patrick KANNER, *Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports*

▣ Introduction : enjeux des colonies de vacances p14
Par Patrick DROUET, UNAT / Aludéo

PARTIE 1 : Les colonies de vacances aujourd'hui p17

▣ Conférence : Vacances, temps libre et vivre ensemble : grandes tendances et principales évolutions p18
Par Sandra HOIBIAN, *Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC)*

▣ Panorama et baromètre des colonies de vacances p24
Par Audrey WITTERSHEIM, UNAT

▣ Table ronde : les colonies de vacances aujourd'hui : chiffres clés, enjeux et perspectives p30
Animée par Isabelle MONFORTE, *Observatoire des Vacances et des Loisirs des enfants et des jeunes (Ovlej)*

Avec la participation de :

- Marc ENGEL, DJEPVA, *Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports*
- Olivier JOUEN, VACAF
- Dominique NOGUES, *Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)*
- Nicolas RANDY, *Agence nationale des chèques vacances (ANCV)*

PARTIE 2 : Comment promouvoir les colos ? p35

▣ Ateliers : comment dynamiser les colos ? Quels leviers et actions mettre en oeuvre ?
• Atelier 1 animé par Louise FENELON-MICHON, UCPA p36
• Atelier 2 animé par Nicolas GRUAU, Wakanga p42
• Atelier 3 animé par Christian LAURO, *Activité découverte & nature (ADN)* p49

▣ Table ronde : les collectivités et comités d'entreprise face au défi de la redynamisation des colonies de vacances p54
Animée par Sylvain CRAPEZ, UNAT

Avec la participation de :

- Ivan BAQUER, *Comité interministériel d'action sociale (CIAS)*
- Jacques DURAND, *La Jeunesse au plein air (JPA)*
- Patrick JAMPIERRE, *Centre de vacances du CIE Thalès et Commune de Dolus d'Oléron*

CONCLUSION : Se mobiliser pour promouvoir les colonies de vacances p58

▣ Par Patrick DROUET, UNAT / Aludéo

ANNEXES p61

Ouverture

Yvon BRETON

Directeur général délégué
Administrateur de la Fondation
d'entreprise d'AG2R LA MONDIALE



Je vous souhaite à tous la bienvenue.

Nous sommes très fiers d'accueillir l'Union Nationale des Associations de Tourisme et de Plein Air (UNAT) dans les locaux d'AG2R LA MONDIALE. Nos organisations peuvent se prévaloir d'une certaine ancienneté et surtout de valeurs communes.

AG2R LA MONDIALE est, avant toute chose, le groupe des territoires. Forts de notre gouvernance paritaire et mutualiste, grâce à nos 1000 administrateurs et délégués des sociétaires répartis en métropole et en Outre-mer, nous agissons au plus près de ceux qui nous font confiance. Nous assurons ainsi une entreprise sur quatre en France dans les domaines de la protection sociale et patrimoniale, ce qui représente 18 millions d'assurés et ayant-droits.

Le slogan de l'UNAT – « au service des hommes et des territoires » – a beaucoup de résonance à nos yeux. Le nôtre – « le contraire de seul au monde » – est également assez parlant et les deux vont de pair pour une action conjointe, aussi efficace que possible. Les prestations sociales que nous proposons nous permettent d'aider nos allocataires en difficulté dans les domaines de la prévention des risques liés à la santé et de l'aide aux aidants, et cela en lien étroit avec les orientations des Fédérations Agirc-Arrco.

AG2R LA MONDIALE partage enfin avec le Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, ainsi qu'avec Mme Demessine, la Présidente de l'UNAT, un attachement particulier à la région Nord où le Groupe et la Fondation ont leurs sièges historiques. Nous sommes donc particulièrement heureux, avec Delphine Lalu, Directrice de la RSE et des Fondations, de vous accueillir aujourd'hui.

Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs les élus,
Cher(e)s Membres, Cher(e)s Partenaires,
Mesdames, Messieurs,

Michelle DEMESSINE
Ancienne Ministre du Tourisme
Sénatrice du Nord
Présidente de l'UNAT

Il est difficile de s'exprimer après les inqualifiables événements qui ont touché notre pays voici maintenant une semaine.

C'est l'horreur absolue, l'effroi, ces attentats odieux, criminels ont touché aveuglément le cœur de notre république, le cœur de nos valeurs...

Un tel drame a secoué l'UNAT et ses membres, nous nous sommes donc interrogés sur la tenue de notre colloque et envisagé son report.

Mais assurés du soutien des autorités et de notre partenaire d'accueil AG2R LA MONDIALE, nous nous sommes décidés à poursuivre l'oeuvre, celle du droit aux vacances pour tous et plus particulièrement ici pour tous les enfants et les jeunes de la République.

Merci à vous, Monsieur le Ministre, d'avoir maintenu votre engagement ce qui démontre à souhait l'intérêt que vous portez à nos travaux et aux colos, ce formidable vecteur d'émancipation, de découvertes et de vivre ensemble pour les enfants et les adolescents.

Merci aussi à notre partenaire AG2R LA MONDIALE dont je dois ici saluer la qualité de l'accueil avec une mention toute spéciale à Delphine Lalu, Directrice RSE et Fondations et fidèle militante de la cause de l'économie sociale et solidaire.

Merci enfin à Patrick Drouet, administrateur référent du secteur enfants-ados de l'UNAT ainsi qu'aux membres du comité de pilotage pour leur opiniâtreté à défendre le secteur et pour la qualité du programme proposé, sans oublier l'équipe des permanents et plus particulièrement notre chargée de mission du secteur enfants-ados, Audrey Wittersheim.

Ce colloque, hasard du calendrier, tombe le jour de la commémoration de la convention internationale des Droits de l'Enfant. En effet, nous célébrons aujourd'hui le 26ème anniversaire de son adoption par les Nations Unies le 20 novembre 1989.

Parce que les enfants sont plus vulnérables que les adultes, parce qu'ils n'ont ni droit de vote ni influence politique ou économique, parce que le développement sain des enfants est crucial pour l'avenir de toute société, ce texte est essentiel. Il permet d'affirmer et de promouvoir les droits fondamentaux dont doivent bénéficier tous les enfants.

Pour la première fois de l'Histoire, un texte international reconnaît explicitement les moins de 18 ans comme des êtres à part entière, porteurs de droits sociaux, économiques, civils, culturels et politiques – des droits fondamentaux, obligatoires et non négociables. Le consensus est inédit : avec 195 Etats, c'est le



traité relatif aux droits humains le plus largement ratifié de l'histoire et la France fut parmi les tous premiers pays européens à avoir ratifié cette Convention. Elle reconnaît ainsi à l'enfant le droit au repos et aux loisirs. Elle s'engage à favoriser le droit de l'enfant à participer pleinement à la vie culturelle et artistique, à encourager les moyens d'accès aux loisirs, à des activités récréatives, artistiques et culturelles, dans des conditions d'égalité.

La Convention consacre donc des droits : droit à un niveau de vie suffisant, droit à la non-discrimination, droit à la protection, droit à l'éducation, droit aux loisirs et aux vacances.

Ces droits combinés rejoignent pleinement l'ambition de notre Union, notamment, le droit à l'éducation qui vise à accompagner l'enfant à développer ses capacités de réflexion et son sens critique afin de devenir un citoyen averti et responsable. Ces orientations guident les actions de nos organisations membres et donnent du sens à leurs séjours.

Ce texte rejoint aussi mes convictions profondes et dans l'exercice de mes fonctions ministérielles, je me suis attachée à faire reconnaître le droit aux vacances comme un droit fondamental en l'inscrivant notamment dans la loi contre les exclusions de 1998. Ainsi, depuis 1998, l'accès de tous aux vacances est un objectif national pour prévenir l'exclusion et garantir l'exercice effectif de la citoyenneté.

Cependant, il reste beaucoup à faire pour faire des droits des enfants une réalité. Les droits ne sont réels que dans la mesure où ils sont mis en pratique, pour les enfants comme pour tous.

Promouvoir les droits des enfants, c'est tout d'abord créer les conditions sociales, économiques et culturelles afin que tous puissent y accéder. C'est à ce prix que les droits de l'enfant seront véritablement respectés.

Notre colloque en proposant un état des lieux de l'importance des colos et des partenariats et en invitant organisateurs et prescripteurs à réfléchir aux conditions de relance des colos est une formidable occasion de promouvoir en pratique ces droits fondamentaux et de valoriser le départ en colos car « *Quand on est parti en colonie, on s'en rappelle toute sa vie* ».

Les colos sont un facteur de cohésion sociale, c'est souvent la première expérience de l'autonomie, du rapport à l'autre, c'est la découverte, l'échange, l'apprentissage de la mobilité... C'est capital pour le vivre ensemble !

N'oublions pas aussi que les colos constituent un secteur économique à part entière pour les territoires, avec de nombreux emplois à la clé, notamment pour les jeunes, et que les sites d'accueil irriguent la totalité de notre territoire national.

J'appelle donc à une remobilisation de tous les acteurs. C'est pourquoi, nous avons décidé de vous le proposer de manière solennel à travers un manifeste qui rappelle que les colonies de vacances sont un enjeu politique et éducatif pour l'avenir de la jeunesse. Je vous encourage donc toutes et tous à vous en emparer, à le signer et à le faire signer à l'occasion de la campagne qui sera mise en oeuvre avec nos amis de la JPA qui ont été



Notre colloque en proposant un état des lieux de l'importance des colos et des partenariats et en invitant organisateurs et prescripteurs à réfléchir aux conditions de relance des colos est une formidable occasion de promouvoir en pratique ces droits fondamentaux et de valoriser le départ en colos des enfants et adolescents.

Michelle DEMESSINE



des ardents artisans avec nous de cette action.

Mais vous le savez, à l'UNAT, il n'y a pas d'incantation sans action, nous fédérons plus de 80% des organisateurs non lucratifs, il faut donc, en même temps, évaluer nos pratiques, innover, répondre aux nouvelles demandes et aspirations sociales, rechercher de nouvelles formes de mutualisation, de promotion et de solvabilisation de nos séjours, réfléchir aux transports, innover et coopérer pour les colos du XXIème siècle et répondre à nos 3 enjeux prioritaires : la cohésion sociale et la valorisation des colos pour tous, la structuration du secteur et le développement des partenariats.

Vive l'UNAT et Vive les Colos dans la République ! C'est aussi une façon, en cette période de troubles, de rester debout et engagé pour ces valeurs.

Excellent colloque



Ouverture

Patrick KANNER

Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports



Mesdames et messieurs, chers amis,

J'étais ce matin, avant de vous rejoindre, au Forum Français de la Jeunesse (FFJ), où j'ai pu rencontrer beaucoup de jeunes qui avaient envie de s'engager dans la vie publique, pour réagir au drame effroyable qui nous a touchés ce vendredi 13 novembre 2015. Notre jeunesse a en effet été lourdement frappée par les attentats qui ont meurtri la France il y a maintenant une semaine.

Je suis néanmoins persuadé que l'UNAT a bien fait de maintenir son colloque sur les colonies de vacances. Nous devons en effet nous parler, car le dialogue a des vertus rassembleuses et apaisantes. Je serai d'ailleurs présent pour ma part à plusieurs manifestations sportives dans ma région ce week-end car je me dois, aujourd'hui plus que jamais, d'aller à la rencontre des gens en cette période difficile.

Il faut que nous restions debout et que nous soyons unis face à ces attaques terroristes. Au-delà de la réponse régalienne et sécuritaire que l'Etat français doit mettre en œuvre, nous devons garder la tête haute et incarner la république. Il ne faut pas cesser de vivre, car cela reviendrait à reconnaître la victoire des terroristes qui ont attaqué lâchement notre pays, volant la vie de 130 personnes et en blessant plus de 300 autres.

Je remercie donc chaleureusement Michèle Demessine pour le maintien de ce colloque. Je salue Yvon Breton pour nous accueillir dans les locaux d'AG2R LA MONDIALE aujourd'hui et je salue également Patrick Drouet qui a été la cheville ouvrière du montage de cette rencontre. Enfin, je remercie tous ceux qui ont participé à l'organisation et à la réussite de ce colloque, qui marque notre volonté à tous de continuer à avancer.

Nous sommes dans une période de profonde mutation et nous devons nous adapter. C'est un impératif pour le secteur des colonies de vacances, comme pour beaucoup d'autres secteurs d'activités : s'adapter, ou disparaître. Force est de constater que nous n'avons pas d'autres alternatives. Cela est d'autant plus vrai que le sentiment de fraternité et l'ouverture à de nouveaux horizons ont pris un nouveau sens depuis quelques jours. Rien ne sera plus jamais comme avant, et ce n'est pas une expression galvaudée. Nous nous devons de faire face aux événements et aux évolutions de notre société. Pour ce faire, il convient de repenser notre modèle, sans pour autant rejeter en bloc ce que nous avons fait jusqu'à présent. Il nous faut répondre aux nouveaux besoins de la société.

2015 restera une année noire pour nous tous. En janvier, on s'est attaqué à Charlie Hebdo et à l'Hypercashier. En novembre, l'attaque a été plus violente encore puisque c'est un mode de vie qui a été visé, fait de joie, d'amitié, de musique, de sports et de fraternité. Notre capacité à vivre ensemble au-delà de nos différences ont été directement visées par ces actes odieux qui ont frappé des lieux éminemment symboliques tels que le Bataclan, le Carillon, le Petit Cambodge ou le stade

de France, où je me trouvais vendredi soir, avec des milliers de spectateurs.

Comme pouvait le penser Voltaire en son temps – « *je ne suis pas d'accord avec vous mais je me battraï jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire* ». La France, pays de tolérance et de fraternité, doit se relever et la pulsion de vie l'emportera sur la pulsion de mort, je n'ai aucun doute là-dessus.

Quoi qu'en disent certains, nous ne sommes pas confrontés aujourd'hui à une guerre de civilisations. Ceux qui nous ont attaqués sauvagement ce vendredi et nous ont atteints dans notre chair et notre cœur, ceux pour qui la haine de l'Autre constitue le principal moteur, ceux qui violent, ceux qui égorgent et déchiquètent des hommes et des femmes à travers le monde ne sont pas une civilisation.

Nous gagnerons cette guerre par l'entremise de la sûreté, de la sécurité et de la justice mais cela ne suffira pas. Il conviendra également d'actionner des leviers tels que l'éducation, la solidarité, la culture ou le sport.

Parler des colonies de vacances pour combattre le terrorisme peut sembler naïf, mais finalement, c'est un lieu du vivre ensemble et du faire ensemble. Nous nous souvenons d'ailleurs tous de nos premières colonies de vacances, moi le premier. Et je suis intimement convaincu que ces lieux de vie que sont les colonies de vacances sont aussi des lieux d'apprentissage, qui sont des antidotes à l'intolérance.

Plus concrètement, nous enregistrons moins de départs que par le passé en colonies de vacances et les Français privilégient dorénavant les séjours plus courts vers des destinations plus lointaines. Les parents déterminent en outre très souvent leurs choix pour tel ou tel séjour sur la base de critères très éloignés des loisirs. Les séjours proposant du soutien scolaire ou un stage intensif de préparation au permis de conduire sont ainsi plébiscités par les familles.

Nous devons par ailleurs nous prémunir contre certaines dérives, découlant notamment de la concurrence de plus en plus exacerbée entre prestataires, laquelle tend à exclure peu à peu de certains séjours de colonies de vacances, pour des raisons de coûts en forte croissance, les enfants des classes moyennes les moins aisées. Nous constatons ainsi un recul de la mixité sociale dans les centres de vacances, avec une segmentation de l'offre par catégories professionnelles.

Dans un tel contexte, le secteur doit adapter son offre aux besoins des familles et réinventer son modèle économique. Pour ce faire, il convient d'intégrer certaines évolutions dans le cahier des charges des différents prestataires, afin que nos enfants puissent continuer à partir en colonies de vacances dans de bonnes conditions.

C'est un réel enjeu pour l'Etat car nous sommes convaincus des vertus de ce type de séjours. Il est d'autant plus essentiel d'agir que les chiffres de fréquentation ne cessent de baisser, alors qu'il est malgré tout souvent question des colonies de vacances dans les médias.

“

Parler des colonies de vacances pour combattre le terrorisme peut sembler naïf, mais finalement, c'est un lieu du vivre ensemble et du faire ensemble. Nous nous souvenons d'ailleurs tous de nos premières colonies de vacances, moi le premier. Et je suis intimement convaincu que ces lieux de vie que sont les colonies de vacances sont aussi des lieux d'apprentissage, qui sont des antidotes à l'intolérance.

Patrick KANNER

”

Nous devons donc agir pour contrer cette dérive mortifère, en nous appuyant sur les recommandations émises par le député Michel Ménard dans son rapport de 2013 sur ce secteur d'activité.

Sur la base des recommandations émises dans ce rapport, nous devons poursuivre trois objectifs :

- favoriser le départ en vacances collectif ;
- promouvoir le départ répondant à des critères qualitatifs ;
- accompagner le secteur associatif pour garantir sa réussite.

Dans le même temps, nous devons éviter à tout prix les pièges de la marchandisation à outrance des séjours de vacances, dans le contexte de crise économique que nous traversons actuellement. Ainsi, dans le cadre de la démarche *GénérationCampColo* que nous avons initiée, il faut que nous puissions nous adresser directement aux familles, afin de proposer à celles-ci une offre moderne, adaptée à des besoins que nous nous serons préalablement attachés à identifier. À cet égard, il conviendra dans le même temps de réorienter les financements vers une offre correspondant à ce nouveau modèle.

Nous devons inverser la tendance actuelle, caractérisée par une désaffection des familles pour les colonies de vacances, qui nous donne trop souvent la désagréable impression que certains enfants sont véritablement assignés à résidence. L'avenir de notre république passe par la capacité de nos jeunes à croire en leur destin et à tirer les enseignements d'expériences collectives enrichissantes et éducatives. Nous n'avons pas le droit de baisser les bras et devons poursuivre nos efforts pour ramener un maximum de jeunes vers ce type de prestations.



L'avenir de notre république passe par la capacité de nos jeunes à croire en leur destin et à tirer les enseignements d'expériences collectives enrichissantes et éducatives [telles que les colonies de vacances]. Nous n'avons pas le droit de baisser les bras et devons poursuivre nos efforts pour ramener un maximum de jeunes vers ce type de prestations.

Patrick KANNER



Photo - de gauche à droite :
Jacques Durand (JPA), Michelle Demessine (UNAT),
Patrick Kanner (Ministre), Yvon Breton (AG2R LA
MONDIALE), Patrick Drouet (UNAT / Aludéo)



Introduction : enjeux des colonies de vacances

Patrick DROUET

Administrateur référent du secteur

Enfants et Adolescents, UNAT

Directeur général d'Aludéo



Je passe au pupitre après deux ministres, cela ouvre des perspectives.

Quel sujet aborder dans un colloque consacré aux colos ? Il y a tant à débattre et à approfondir. Je rencontre beaucoup d'entre vous tout au long de l'année et chacune de ces rencontres pourrait servir à alimenter le thème du colloque à venir.

▣ Quelles sont les pédagogies mises en œuvre dans les séjours en 2016 ? Il s'est tenu deux symposiums et colloques en 2015 sur les pédagogies de la décision, il y a donc là un sujet qui prend de l'importance. Quel impact réel ces approches pédagogiques ont-elles sur l'organisation des séjours ?

▣ S'il est prouvé que les centres de loisirs sont des passerelles vers un départ en colos, ce qui est sans doute aussi le cas des classes de découvertes, les colonies de vacances auront-elles leur place dans les Projets Educatifs Territoriaux (PEDT) demain ? Les PEDT sont tenus par l'Education nationale qui ne traite, dans ces projets, que des activités ayant un rapport direct à la scolarité mais que se passerait-il si ces PEDT intègrent demain les vacances des enfants et adolescents ? Ces projets seront-ils le support d'une redynamisation du départ en séjours collectifs ?

▣ Le financement des séjours revêtira-t-il demain des formes nouvelles ?

▣ Comment les formations BAFA et BAFD, qui s'effectuent majoritairement en externat, s'adaptent-elles aux mutations de notre secteur ?

▣ La mixité est-elle encore de mise, sur le terrain, dans les séjours qui sont proposés ? Il convient notamment d'accorder une place primordiale aux approches visant à favoriser l'inclusion des enfants ayant un handicap dans les séjours collectifs.

▣ Les colonies de vacances sont de plus en plus souvent appréhendées comme des espaces de plus-value, qu'il s'agisse de séjours linguistiques, de stage d'apprentissage de la conduite ou de séjours de découverte d'un pays ou d'une pratique culturelle ou sportive. Il ne faudrait néanmoins pas perdre de vue que le premier bénéfice d'une colonie de vacances consiste à créer, pour l'enfant, un parcours d'éducation. Celui-ci doit donc rester au centre de nos préoccupations et nous ne devons pas l'abandonner au profit d'un parcours de compétences, même si les deux approches peuvent évidemment être complémentaires pour certains séjours.

Et la colo en tant qu'objet de recherche où en sommes-nous ? C'est d'autant plus pertinent de se poser cette question que la frontière entre ce qui relève du temps de vacances et ce qui relève du temps de loisirs est devenue floue.

Les trois premières éditions de ce colloque étaient axées sur la sensibilisation au caractère innovant de nombre de nos démarches, au succès de certains de nos séjours, et à l'extraordinaire diversité de notre secteur. Nous avons également mis l'accent sur la nécessité de retisser du lien entre tous les acteurs.

Pour ce nouveau cycle, nous avons pris le parti de la mobilisation.

Nous devons notamment nous mobiliser face au désengagement des collectivités territoriales qui indiquent réduire, voire annuler, les départs en colonies de vacances et en classes de découvertes. Les contraintes budgétaires font que les colos servent parfois de variable d'ajustement, ce qui atteste bien que nous n'apparaissions malheureusement pas comme prioritaires ou indispensables.

Les colonies de vacances étaient autrefois soutenues par des comités d'entreprise qui avaient une vraie tradition en matière de politique sociale. Le financement des colonies de vacances fut d'ailleurs une des premières missions des comités d'entreprise (CE) quand ils furent créés en 1945. Mais aujourd'hui la France est moins industrialisée, les politiques sociales plus diversifiées, et les élus de CE dans une période de diminution de l'emploi ont sans doute d'autres priorités que les colos.

De manière plus conjoncturelle, les événements de Charlie Hebdo et de l'hypercashier ont généré de nombreuses annulations de séjours. Et il est évident que les attentats du 13 novembre 2015 auront eux aussi un impact négatif sur l'activité de notre secteur. Nous devons donc nous attendre à une baisse d'activité supplémentaire.

Dans un tel contexte, les organisateurs doivent se mobiliser plus que jamais pour proposer de nouvelles alternatives. Je vous propose aujourd'hui de travailler ensemble à l'occasion des temps d'échanges et lors des ateliers. Nous allons déterminer un plan d'actions commun mais son application dépendra de votre volonté.

La France compte 12 000 organisateurs de séjours. Si chacun croit qu'il est le plus fort parce qu'il est indépendant, c'est qu'il n'a pas compris que nous ne réussissons à donner envie aux enfants et adolescents de partir en colos qu'en menant des campagnes de communication communes. Il faut que les colos suscitent du désir. Il faut que les parents soient persuadés que les avantages d'un tel départ sont plus importants que ses inconvénients.

Nous sommes tous fiers du travail que nous menons, certains croient à l'importance des colos comme espace indispensable de lien social. D'autres pensent que nous acculturons les nouvelles générations au temps des vacances, à la découverte

“

Nous ne réussissons à donner envie aux enfants et adolescents de partir en colos qu'en menant des campagnes de communication communes. Il faut que les colos suscitent du désir. Il faut que les parents soient persuadés que les avantages d'un tel départ sont plus importants que ses inconvénients.

Patrick DROUET

”

de territoires et à l'expérimentation d'activités. Pour certains c'est une activité économique comme une autre ; pour d'autres, il n'y a pas de colo possible sans une ambition sociale et éducative forte.

J'entends les critiques sur tel ou tel type de séjours. L'apprentissage de la conduite est-il un séjour de vacances ? Le tour des parcs d'attraction relève-t-il d'un pur produit de consommation ? Les séjours linguistiques relèvent-ils du produit à valeur ajoutée pour enfants de cadres supérieurs ? Mais ce qui compte est-ce la dominante du séjour ou ce que sera capable d'en faire l'équipe pédagogique ?



Force est de constater qu'il y a une prise de conscience globale de tout le secteur quant à la nécessité d'apporter de nouvelles réponses. La colo ne peut plus être un monde clos et nous devons nous adapter aux évolutions de la société. [...] il nous faut mutualiser, innover et savoir communiquer de manière positive.

Patrick DROUET

Plutôt que de lancer des anathèmes vers tel ou tel organisateur, ou tel ou tel type de séjour, nous devrions nous poser la question, ce séjour participe-t-il au parcours éducatif de l'enfant ? Que va-t-il lui apporter ? Comment est-il préparé ? Comment les parents y sont associés ? Quelle place pour l'enfant ou l'adolescent ?

Force est de constater qu'il y a une prise de conscience globale de tout le secteur quant à la nécessité d'apporter de nouvelles réponses. La colo ne peut plus être, en effet, un monde clos et nous devons nous adapter aux évolutions de la société.



Pour ce faire, nous devons surmonter les résistances aux changements qui sont encore très fortes aujourd'hui. Partant de là, il faut que dans la gouvernance de trop nombreux organisateurs de séjours, certains des décideurs ou élus cessent de prolonger le passé et s'attachent enfin à préparer l'avenir.

Il convient en outre de nous mettre en ordre de marche pour répondre aux attentes des enfants, en nous adaptant à leurs nouveaux comportements. Pour ce faire, nous devons être proactifs pour que ceux-ci soient motivés par nos séjours. Nous devons ainsi ne pas rechigner à inclure les smartphones dans notre projet pédagogique.

Nous devons également revoir notre modèle. Certains ont déjà pris ce virage mais il nous faut mutualiser, innover et savoir communiquer de manière positive. Sans communication, sans marketing, sans lobbying, les colonies de vacances tomberont rapidement aux oubliettes de l'Histoire.

Je crois profondément à l'intelligence collective. Je crois à cette formule qui dit qu'on est plus fort à plusieurs. Je sais qu'il faut que nous nous mettions collectivement, organisateurs, élus et techniciens de CE et de collectivités, financeurs, représentants de l'Etat en mouvement. Oui l'UNAT a la capacité de se mobiliser mais il faut accepter un peu plus de se faire confiance entre nous. Il ne le faut pas pour nous, il le faut car 3 millions d'enfants ne partent pas en vacances chaque année, ce qui constitue tout à la fois une injustice et une régression sociale. A nous de prendre nos responsabilités, c'est l'heure de la mobilisation et la main est tendue. Je compte sur vous.

Partie 1.
Les colonies de
vacances aujourd'hui

Vacances, temps libre et vivre ensemble : tendances et évolutions

Sandra HOIBIAN

Directrice du pôle Evaluation et Société
Centre de recherche pour l'étude et
l'observation des conditions de vie
(CREDOC)

Bonjour à tous,

Je travaille au sein du CREDOC – une association qui existe depuis 60 ans et qui a pour objectif de contribuer au débat public et à la connaissance de notre société. Le contexte des récents attentats m'a contrainte à réorienter mon propos initial, en centrant mon intervention sur la cohésion sociale en France aujourd'hui.

Contexte sociétal

1) La situation économique – un espoir dans l'avenir ?

Le contexte économique est difficile depuis longtemps et l'opinion que les Français portent sur leur niveau de vie est traditionnellement très lié à ce paramètre. Néanmoins, depuis quelques années déjà, nous constatons une disjonction de plus en plus marquée entre l'appréciation portée par les Français sur le contexte économique, de plus en plus négative, et celle qu'ils portent sur leur niveau de vie en général.

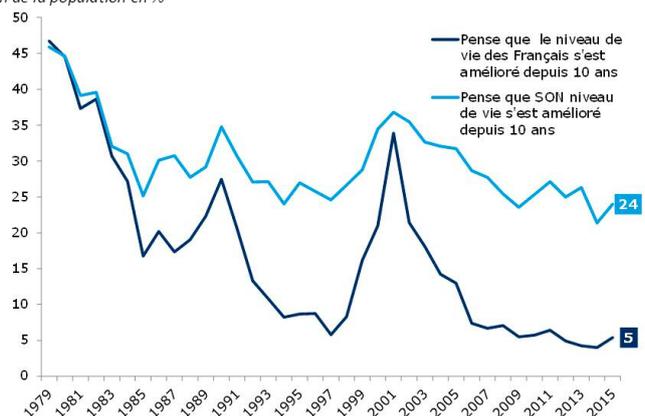
Ainsi, seuls 5 % des Français pensent que le niveau de vie de la population globale s'est amélioré depuis dix ans, alors qu'un quart d'entre eux pensent que leur niveau de vie s'est amélioré, au cours des dix dernières années (et ce chiffre est en légère augmentation). Un quart des Français anticipent en outre une amélioration de leurs conditions de vie dans cinq ans.

Le fait que les Français portent, cette année, un regard légèrement plus positif sur l'évolution de leur niveau de vie est lié à sur une diminution du sentiment de restriction. Avec l'augmentation des dépenses contraintes, au premier rang desquelles les dépenses de logement, les classes moyennes ont souvent le sentiment de devoir se serrer la ceinture ce qui suscite une frustration évidente. Ce sentiment, encore très prégnant, a néanmoins enregistré une légère diminution, et notamment sur le poste budgétaire des vacances.

Pour autant, ce constat concerne la société française dans son ensemble et recouvre des situations contrastées. Tous les groupes sociaux, en effet, ne font pas face aux mêmes difficultés.

En ce qui concerne votre / le niveau de vie de l'ensemble des Français, vous diriez que, depuis une dizaine d'année ça va ... ?

Proportion de la population en %



Source : CREDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »



2) Le retour de la compassion ?

Nous constatons, depuis la crise, une moindre empathie pour les plus démunis. Malgré la persistance de la crise, la solidarité envers les plus démunis n'est en effet plus véritablement une idée fédératrice et la solidarité s'est réduite tant envers les familles pauvres qu'envers les chômeurs.

63 % des personnes interrogées pensent que les personnes les plus pauvres n'ont pas eu de chance, tandis que 37 % pensent que ces personnes qui vivent dans la pauvreté n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir.

Par le passé, nous constatons une corrélation des opinions. Plus il y avait de pauvreté, plus les personnes étaient empathiques. Depuis 2010, alors que la situation économique est de plus en plus difficile, le regard porté par la population sur les plus démunis a eu tendance à se durcir. Nous constatons donc une certaine fatigue de la compassion, face à des solutions qui n'arrivent pas et que les acteurs en présence ne parviennent pas à trouver.

Les classes moyennes ont de plus en plus peur pour leurs propres enfants et estiment que chacun doit se prendre en main. Cette évolution peut être appréhendée de manière négative, avec le retour en force du chacun pour soi, mais également de manière positive, puisqu'elle traduit la volonté que les individus ont de prendre leur destin en main.

Petite lueur d'espoir, nous avons observé l'année dernière un léger retour de l'empathie. Ce léger regain s'est confirmé après les attentats de janvier 2015. Nous avons mené notre enquête en janvier et nous avons, par le plus grand des hasards, conduit 1000 interviews avant les attentats et 1 000 interviews après. Nous avons ainsi pu constater que les attentats avaient eu tendance à tempérer cette sévérité. Le regard des Français s'est globalement adouci. Par exemple, l'opinion selon laquelle la prise en charge des familles défavorisées revenait à déresponsabiliser celles-ci a baissé.

S'agissant du regard porté par les Français sur l'immigration, force est de constater que ces derniers sont, de manière générale, plus ouverts que dans d'autres pays et sont loin d'être les plus racistes de l'Union européenne. L'idée selon laquelle les immigrés accentueraient les problèmes de criminalité est moins fortement ressentie en France qu'en Italie ou en Allemagne, notamment.

La France est ainsi plutôt ouverte, puisque 3 % seulement des personnes interrogées osent dire qu'elles n'aimeraient pas avoir pour voisin des personnes d'une autre « race » (terme utilisé par cette enquête internationale).

De manière générale, cela s'explique aussi car plus il y a d'étrangers sur un territoire donné, plus les gens sont ouverts à la diversité. La population française reste néanmoins très partagée sur la diversité. 44 % des Français considèrent la

“

Petite lueur d'espoir, nous avons observé l'année dernière un léger retour de l'empathie. Ce léger regain s'est confirmé après les attentats de janvier 2015.

Sandra HOIBIAN

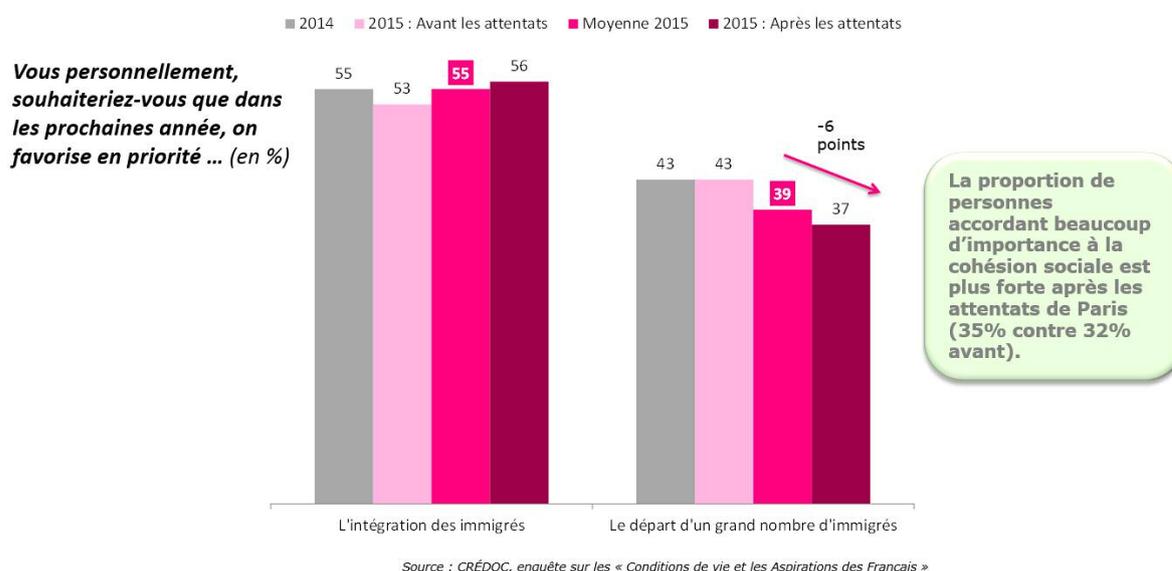
”

diversité des cultures comme un obstacle à la vie en commun. Les jeunes – qui sont globalement plus diplômés que leurs aînés – sont beaucoup plus ouverts que la moyenne de la population. Il en va de même des populations urbaines.

Depuis la survenue de la crise, nous avons constaté que l'opinion se crispait. La proportion de Français qui estiment qu'il y a trop d'immigrés en France est ainsi passée de 47 % à 69 % entre 2008 et 2013.

Suite aux attentats de janvier dernier, nous aurions pu penser que le rejet de l'autre allait s'accroître et nous avons plutôt constaté le phénomène inverse. De la même façon, la proportion de personnes qui pensent que la cohésion sociale est importante a augmenté après les attentats de janvier, passant de 32 à 35 %.

➤ L'effet des attentats de début janvier 2015 est visible



3) L'aspiration au vivre ensemble en France

Près de 80 % des Français se sentent intégrés. En revanche, 75 % d'entre eux pensent que la cohésion sociale est faible et que le vivre ensemble est fragile. Ce grand écart s'explique probablement par le fait qu'il est toujours plus difficile d'avouer que les choses vont mal sur un plan individuel que sur un plan collectif.

Les Français sont par ailleurs très sensibles aux inégalités, qui sont pourtant souvent moins fortes qu'ailleurs. Le fait que quelques personnes restent sur le bord du chemin est par conséquent inacceptable, pour une majorité de la population. Autre élément d'explication, le désir de cohésion sociale est probablement tellement fort en France que les personnes interrogées estiment toujours que la cohésion sociale pourrait être renforcée et améliorée.

L'individualisme et les discriminations sont perçus comme les principaux obstacles au vivre ensemble. En miroir, lorsque l'on interroge les Français sur ce qui pourrait améliorer le vivre ensemble, ceux-ci citent en priorité les efforts consentis par les individus eux-mêmes pour améliorer la cohésion sociale.

Suite à la Commission Stiglitz, constituée en 2008, nous avons travaillé sur le bien-être des Français. Nous avons ainsi pu constater que la possibilité de vivre sa vie comme on l'entendait constituait l'un des premiers leviers au bonheur. Nous avons examiné en outre ce qui différenciait les gens qui se disaient le plus heureux du reste de la population. Outre le fait de ne pas avoir souffert de dépression et d'avoir une bonne opinion de soi-même, la possibilité de vivre librement est systématiquement évoquée. La liberté individuelle, la possibilité de prendre en main son destin sont donc des composantes essentielles aujourd'hui. Notons au passage que le fait de partir en vacances entraine également en ligne de compte dans le sentiment de bonheur.

4) Une envie de changement

Si les Français sont souvent étiquetés comme passésistes et opposés aux réformes, ce n'est pas ce qui transparaît dans les enquêtes. L'envie de changement sociétal est très forte, et depuis longtemps.

Les opinions sur les changements radicaux qu'il conviendrait de mettre en œuvre sont très différentes d'une personne à l'autre : création d'emplois, agir contre les abus des prestations sociales, agir contre l'insécurité, développer de nouvelles formes du vivre ensemble, investir dans le système éducatif, etc. Le rejet des élites fait néanmoins consensus.

Les hommes et les femmes politiques sont ceux qui génèrent le plus de défiance. Seuls 19 % des Français pensent que l'on peut leur faire confiance. Les médias génèrent eux aussi beaucoup de défiance, tandis que les associations suscitent, à l'inverse, une forte adhésion. 42 % des Français font partie d'une association. Un quart d'entre eux seulement, toutefois, donne de leur temps bénévolement.

Avez-vous très, assez, peu ou pas du tout confiance dans ... ? (en %)
Cumul des réponses « très confiance » et « assez confiance » au total, avant et après les attentats du 7 janvier 2015



42% font partie d'au moins une association

23% donnent quelques heures toutes les semaines ou tous les mois pour un engagement bénévole

Les bas revenus, les chômeurs, les non-diplômés et les personnes au foyer sont les publics les plus éloignés du monde associatif

Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »
*Note : questions posées en 2014

A l'inverse, les attentes vis-à-vis de l'Etat ont beaucoup diminué au cours de la période récente, ce qui constitue une évolution notable dans un pays jacobin tel que le nôtre. Ainsi, seuls 46 % des répondants pensent que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis (contre 73 % durant la crise de 1993-1994).

Les Français sont moins exigeants car ils n'ont plus confiance en l'Etat. Ils savent en outre que les caisses de l'Etat sont vides et que les individus doivent s'en sortir par eux-mêmes.

Dans ce contexte de réduction des attentes vis-à-vis de l'Etat, nous assistons à une volonté de plus en plus marquée de donner la place à d'autres types de sociétés, au premier rang desquelles la société collaborative, dont la reprise massive du slogan « Je suis Charlie », après les attentats de janvier, constitue une illustration emblématique.

L'avènement de cette société collaborative pourrait constituer un moyen de recréer du lien social, même si les premières motivations des personnes interrogées à initier des pratiques collaboratives restent à rechercher du côté de la volonté de faire des économies (via l'échange d'appartements sur internet ou le covoiturage, notamment).

Au niveau global, nos travaux ont permis de mettre en lumière les points saillants suivants :

- ▣ la reprise semble proche ;
- ▣ les Français aspirent à un changement de société, même si les attentats tempèrent – temporairement ? – le radicalisme ;
- ▣ les Français se montrent un peu plus compatissants vis-à-vis des plus démunis et aspirent à un vivre ensemble apaisé ;
- ▣ l'aspiration à toujours plus de liberté et à une place plus importante donnée à l'individu ;
- ▣ alors que la défiance est de plus forte vis-à-vis des hommes politiques, les acteurs associatifs ont un véritable rôle à jouer dans le sillon de la montée en puissance d'une société collaborative.

Quelques éléments sur la place des vacances dans ce panorama

Les vacances contribuent au bonheur et au bien-être des individus et ne sont donc pas anecdotiques, loin s'en faut. Elles permettent notamment à ceux qui en bénéficient de porter un regard plus positif sur leur mode de vie à leur retour. C'est également un moyen de créer et de renforcer le lien social.

Les vacances concourent en outre à :

- ▣ accroître son réseau social pour les personnes qui ont la chance d'en profiter ;
- ▣ réduire le sentiment de solitude ;
- ▣ favoriser la mobilité sociale
- ▣ nourrir l'image que l'on se fait de son propre statut social.

Elles font partie du minimum pour s'insérer dans la société (selon l'étude ONPES- CREDOC) et sont donc à considérer comme un élément important de la vie des Français pour qui partir en vacances constitue un moyen, parmi d'autres, de rappeler son appartenance à la société des humains.



Les vacances contribuent au bonheur et au bien-être des individus et ne sont donc pas anecdotiques, loin s'en faut. Elles permettent notamment à ceux qui en bénéficient de porter un regard plus positif sur leur mode de vie à leur retour. C'est également un moyen de créer et de renforcer le lien social.

Sandra HOIBIAN



Echanges avec la salle

De la salle

Votre échantillon est-il représentatif ? Pourquoi ne pas avoir travaillé sur un panel plus grand ?

Sandra HOIBIAN

Les études ont montré que si les échantillons étaient bien constitués, les enquêtes effectuées sur de petits groupes de population se révélaient plus efficaces que celles réalisées sur des panels plus larges. Dans nos études, seuls les SDF sont exclus d'emblée de nos échantillons, ce qui induit un léger biais dans les réponses, que nous prenons évidemment en considération. Nos enquêteurs sont en outre parfaitement formés à l'analyse d'un matériau aussi cohérent que possible.

Pauline FOURCOT, PEP Découvertes

Où cette enquête a-t-elle été menée ?

Sandra HOIBIAN

Partout en France.

Jean-François SIMON, Ethic Etapes

Nous constatons trop souvent une certaine condescendance du personnel politique vis-à-vis du monde associatif, alors que le second a clairement volé la vedette au premier, aux yeux du public.

Sandra HOIBIAN

Tout à fait. A l'instar du condamné à mort qui réclame cinq minutes de clémence à ses geôliers, le personnel politique sait qu'il n'a plus la confiance du public mais sollicite encore un peu de répit. Les citoyens n'ont plus envie d'être de simples récepteurs. Ils veulent être acteurs à part entière d'une société plus collaborative.

Françoise GAVROY, AROEVEN de Versailles

Avez-vous travaillé sur un éventuel décalage entre le discours tenu par certaines personnes sur le fonctionnement de la société en général et l'offre de loisirs en particuliers et le comportement que celles-ci adoptent, ensuite, vis-à-vis de leurs enfants ? En d'autres termes, les beaux discours sur la mixité sociale se traduisent-ils par des actes concrets et engagés sur le terrain ?

Sandra HOIBIAN

Nous constatons un décalage évident, particulièrement notable sur le thème de l'école. Nombreuses sont en effet les personnes qui cherchent à mettre leurs enfants dans les meilleurs établissements scolaires, concourant par là même à reproduire une ségrégation qu'elles s'évertuent à dénoncer par ailleurs.

La richesse de l'offre, en matière de colonies de vacances, est malheureusement très mal connue du grand public et le secteur d'activités ne bénéficie pas d'une image moderne.

Les parents recherchent avant toute chose l'épanouissement de leurs enfants et sont prêts à consulter davantage ces derniers dans le cadre d'un mode éducatif plus participatif, où chaque individu doit pouvoir trouver sa voie.



Panorama et baromètre des colonies de vacances

Audrey WITTERSHEIM

Chargée de mission tourisme enfants-jeunes et développement numérique UNAT



Bonjour à tous,

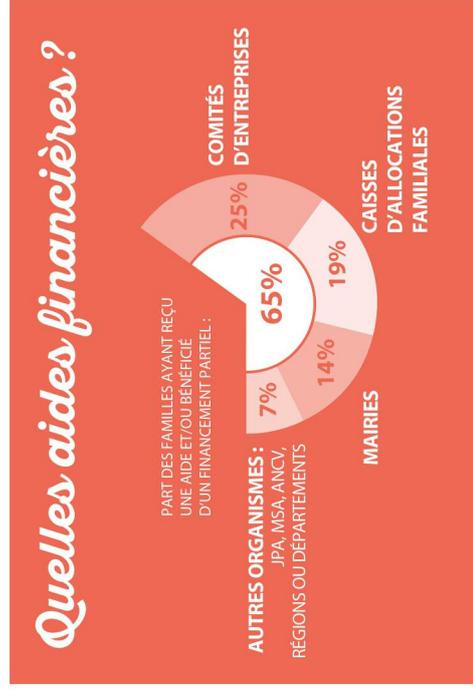
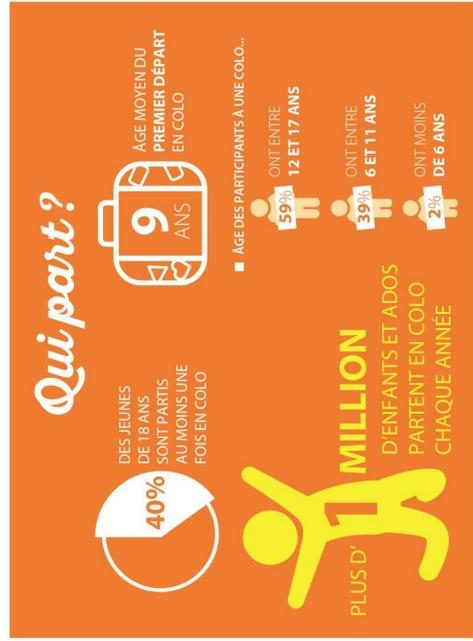
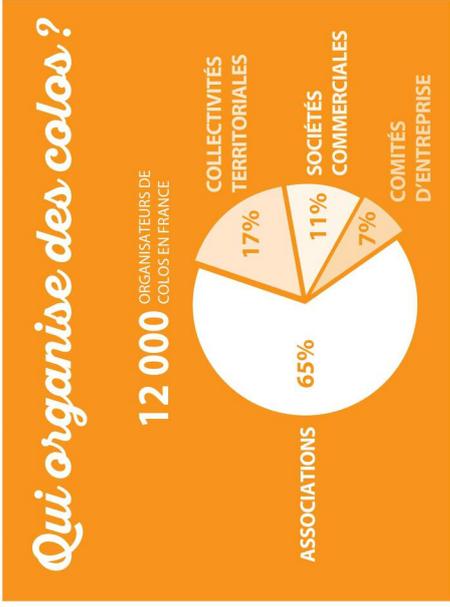
En tant qu'organisatrice de ce colloque, je voudrais tout d'abord remercier Patrick Drouet, Administrateur référent du secteur enfants-ados, Sylvain Crapez, Délégué général de l'UNAT, et les membres du Comité de pilotage, ainsi que mes collègues, salariés de l'UNAT, pour leur précieuse aide dans l'organisation de cette journée et la réalisation des documents que je vais vous présenter. Je tiens également à remercier chacun d'entre vous pour votre présence, ici, aujourd'hui. Le fait que vous soyez encore venu en nombre cette année, à ce 4e colloque de l'UNAT dédié aux vacances des enfants et ados, prouve le fort l'intérêt que vous portez aux colonies de vacances et nous vous en remercions. Le secteur est indubitablement en train de changer, comme a pu le dire plus tôt Sandra HOIBIAN du CREDOC, de nouvelles tendances et évolutions font jour. À l'UNAT, nous avons également pu le constater et c'est là tout l'objet de mon intervention.

Ainsi, aujourd'hui, je vais vous raconter une histoire, une histoire basée sur des faits réels, une histoire de chiffres via la présentation de deux outils que l'UNAT a mis en place : le panorama des colonies de vacances et le baromètre 2015. Je présenterai successivement ces deux documents qui ont des objectifs quelques peu différents mais un seul et même but : promouvoir les colonies de vacances en France.

Le panorama « les colos aujourd'hui »

Pourquoi un tel document ? Parce que nous nous sommes rendu compte que les gens ont souvent une vision dépassée, désuète, des colonies de vacances. Si nous voulons promouvoir les colos, il est aujourd'hui devenu indispensable de moderniser, d'actualiser cette image. C'est un travail que l'UNAT a déjà entamé cette année, en partenariat avec ses membres et en lien avec le Ministère de la jeunesse et des sports – je me référerai ici au discours d'ouverture de Mr le Ministre Patrick Kanner.

Suite à ce constat, il nous a donc paru nécessaire d'avoir, aujourd'hui, un outil de communication présentant synthétiquement ce que sont les colos, document que l'on diffusera à tous les acteurs du secteur, à tous les professionnels qui participent, directement ou indirectement, au départ d'enfants et ados en séjours collectifs de vacances. Ce sont non seulement les organisateurs de colos, les collectivités territoriales, les CE, les CAF mais également tous les organismes « passerelles » qui permettent aux enfants d'apprendre la vie en collectivité et parfois même de vivre une première expérience de départ en collectif tels que les centres de loisirs via les mini-camps, les écoles via les classes de découvertes, ou les associations proposant des activités extrascolaires.



UNATO
Le tourisme au service des hommes et des territoires

Source : Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, Observatoire National des Activités de Loisirs de l'Enfance (ONALE), Ovale Etudes et recherches de la JCA, 2011 et 2014. C. Rainfroy, La fracture sociale jusque dans les colos d'été, Le Monde, 16/07/2013



Film «Nos jours heureux» de Eric Toledano et Olivier Nakache, 2006, avec notamment Jean-Paul Rouve, Marilou Berry et Omar Sy

Comme vous pouvez le comprendre, l'objectif de cette infographie n'est donc pas qu'une simple diffusion aux participants de ce colloque. Nous souhaitons vous la transmettre afin de la faire vivre dans vos réseaux, afin que vous puissiez communiquer et diffuser ce document auprès de vos adhérents, de vos partenaires et ainsi participer à la promotion des colonies de vacances en France. Si vous souhaitez vous mobiliser, nous serons donc ravis de vous fournir ce poster en version numérique ou de travailler en partenariat avec vous, à l'issue de ce colloque, pour le faire vivre dans vos réseaux.

Mais revenons-en à notre histoire. Je vous disais que notre premier constat, à l'origine de ce panorama, est l'image désuète que beaucoup de gens ont vis à vis des colos. En effet, pour beaucoup d'entre eux, les colos, c'est le film *Nos jours heureux*, or ce film n'est pas représentatif de la réalité, il n'est pas représentatif des colos d'aujourd'hui.

Alors, qu'est-ce que les colos aujourd'hui ?

Aujourd'hui, les colos, c'est :

- ▣ Plus d'1 million d'enfants et d'ados qui partent chaque année, essentiellement des enfants âgés de 6 à 17 ans ;
- ▣ Plus de 42 000 séjours organisés principalement en France et en été, mais également et à l'étranger (en Grande-Bretagne, en Espagne, aux Etats-Unis) ;
- ▣ Ce sont pour 75% des séjours à thématique sportive ou multi-activités ;
- ▣ C'est 93% de familles satisfaites au retour de leur enfant et 78% qui souhaitent y retourner.

Mais tout cela ne serait pas possible sans les financeurs des colonies de vacances, parmi lesquels les CE, les mairies, la CAF ou l'ANCV, qui aident 65 % des enfants à partir. Ils jouent un rôle prépondérant dans les départs en colo. Outre l'aide financière qu'ils apportent, ces acteurs participent activement au travail de promotion de cette forme de vacances et contribuent à faire évoluer l'image des colonies de vacances.

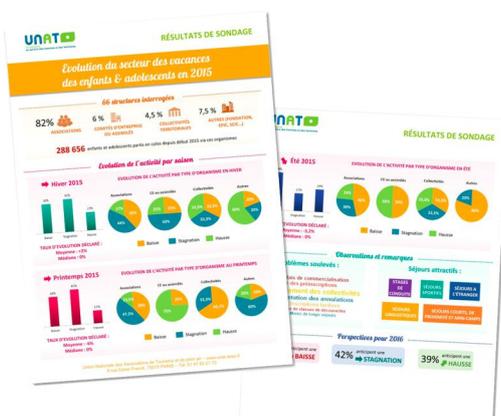
Ce qui m'amène au prochain chapitre de cette histoire : le baromètre 2015.

Le baromètre 2015 des colos

Ces derniers mois, de nombreux acteurs du secteur sont venus vers nous pour nous faire part de leurs difficultés à organiser des colonies de vacances, à maintenir leurs centres de vacances ouverts ou à remplir leurs séjours suite, notamment, au désengagement de nombreuses collectivités territoriales qui ne souhaitent plus financer le départ d'enfants et adolescents en colonies de vacances.

Le secteur des vacances ainsi que le rapport aux loisirs sont en profonde mutation et nous devons nous adapter à cette nouvelle donne.

Pour ce faire, nous avons initié, entre août et novembre 2015, un sondage sur l'évolution du secteur des vacances enfants-ados en 2015, que nous avons ouvert à tous les organisateurs de séjours. Nous avons recueilli 66 réponses, lesquelles émanent à 82 % d'associations.



Cf. document en pages 28 et 29

288 656 enfants et ados sont partis en colonies de vacances en 2015 via ces 66 organismes. Sans grand suspense, les personnes interrogées ont mis en lumière une évolution à la baisse de l'activité des séjours collectifs de vacances. Les associations et collectivités territoriales semblent être les plus touchées même si l'on constate une forte disparité au sein de chaque catégorie d'organismes, face à cette évolution du marché.

Les problèmes soulevés par les organisateurs sont de plusieurs types :

- ▣ désengagement des collectivités territoriales, et notamment des mairies, dû à la baisse de la dotation de l'Etat et à la réforme des rythmes scolaires ;
- ▣ relais de commercialisation insuffisants pour les associations ;
- ▣ diminution du nombre de séjours longs (2 ou 3 semaines voire plus) et des classes découvertes ;
- ▣ baisse des préinscriptions pour toutes les saisons ;
- ▣ réservations tardives jusqu'à la dernière minute ;
- ▣ augmentations des annulations, qui peuvent parfois être très tardives et concernent à la fois les annulations d'inscriptions par les individuels, les CE ou les collectivités mais également les annulations d'animateurs et de directeurs (de plus en plus fréquentes).

Dans un tel contexte, **les séjours les plus attractifs sont :**

- ▣ les séjours courts, de proximité et les mini-camps ;
- ▣ les stages de conduite ;
- ▣ les séjours culturels et touristiques à l'étranger ;
- ▣ les séjours sportifs ;
- ▣ les séjours linguistiques (les parents semblent être prêts à mettre le prix pour des séjours permettant à leur enfant d'apprendre une langue étrangère).

Par ailleurs, les structures interrogées anticipent de manière relativement positive l'évolution de leur activité en 2016. 18 % seulement anticipent une baisse, tandis que 42 % anticipent une stagnation et 39 % anticipent une hausse.

Un questionnement existe néanmoins quant aux impacts de la réforme du calendrier scolaire pour les trois années à venir sur le secteur des colonies de vacances : l'avancement d'une semaine des congés de printemps et la perte de quelques jours de vacances en été pourraient avoir des conséquences sur la durée ou la fréquentation des colonies de vacances à ces périodes.

Mon histoire chiffrée s'achève ici, j'espère qu'elle fut instructive. Mais le livre est loin d'être fini. Il y a encore des pages à écrire. Il ne tient qu'à vous de poursuivre cette histoire car ce sont vos actions, votre mobilisation, qui vous permettront – tous ensemble - d'écrire le prochain chapitre. Car vous êtes tous auteurs de la suite. À vous de vous mobiliser, de diffuser ces documents, de promouvoir et de défendre les colos dans vos réseaux, sur votre territoire, auprès de vos ayants-droits ; à vous de vous emparer du stylo et de noircir les pages de l'avenir pour écrire le prochain chapitre.



Sans grand suspense, les personnes interrogées ont mis en lumière une évolution à la baisse de l'activité des séjours collectifs de vacances. Les associations et collectivités territoriales semblent être les plus touchées même si l'on constate une forte disparité au sein de chaque catégorie d'organismes, face à cette évolution du marché.

Audrey WITTERSHEIM



Evolution du secteur des vacances des enfants & adolescents en 2015

66 structures interrogées

82%

ASSOCIATIONS

6%

COMITÉS D'ENTREPRISE
OU ASSIMILÉS

4,5%

COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

7,5%

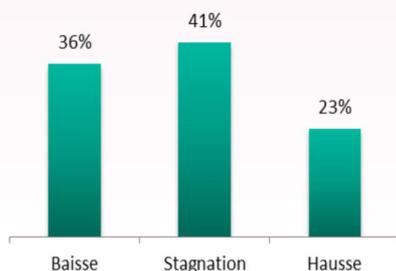
AUTRES (FONDATION,
EPIC, SCIC...)

288 656 enfants et adolescents partis en colos depuis début 2015 via ces organismes

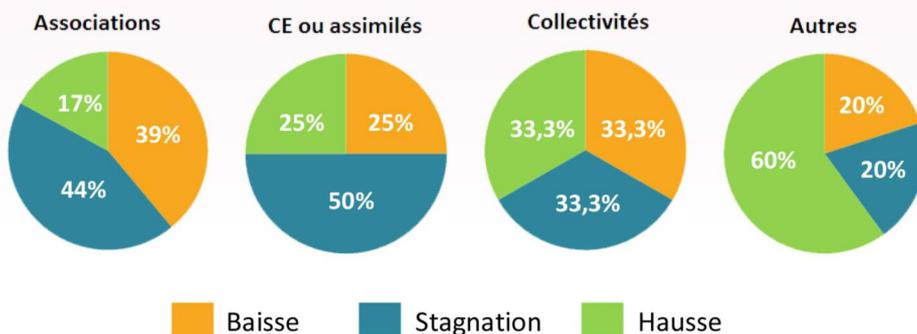
Evolution de l'activité par saison

➔ Hiver 2015

EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR TYPE D'ORGANISME EN HIVER

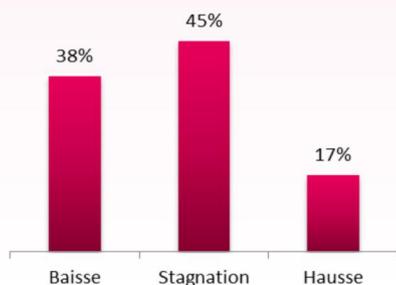


TAUX D'ÉVOLUTION DÉCLARÉ :
Moyenne : +2%
Médiane : 0%

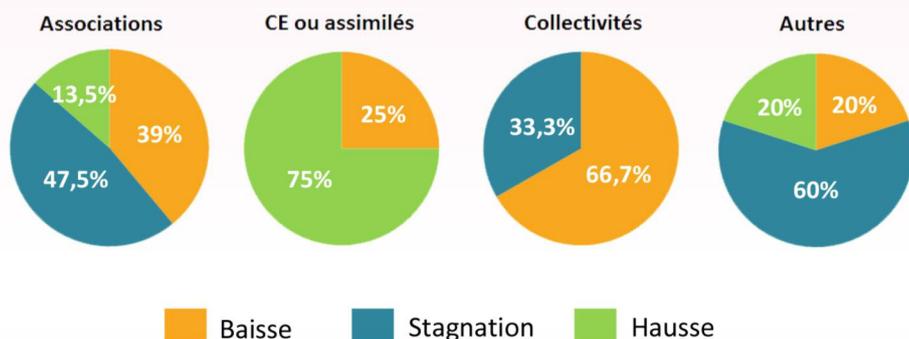


➔ Printemps 2015

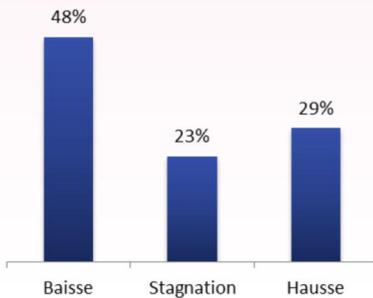
EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR TYPE D'ORGANISME AU PRINTEMPS



TAUX D'ÉVOLUTION DÉCLARÉ :
Moyenne : -6%
Médiane : 0%

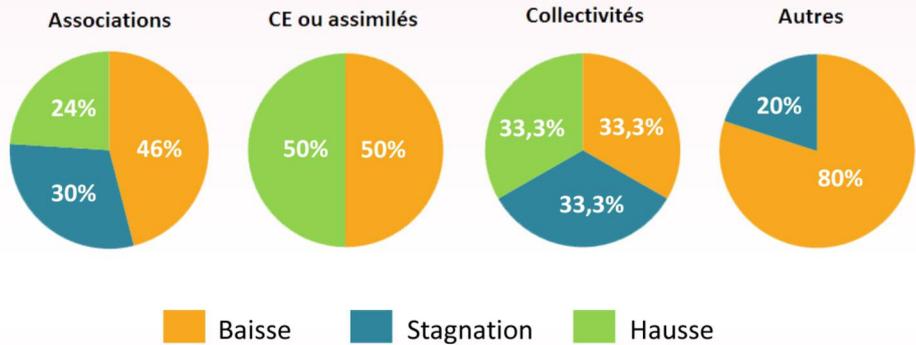


Été 2015



TAUX D'ÉVOLUTION DÉCLARÉ :
Moyenne : -3,2%
Médiane : 0%

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR TYPE D'ORGANISME EN ÉTÉ



Observations et remarques

Problèmes soulevés :

Moins de relais de commercialisation
Baisse des préinscriptions
Désengagement des collectivités
Augmentation des annulations
Inscriptions tardives
Moins de classes de découvertes
Moins de longs séjours

Séjours attractifs :

STAGES DE CONDUITE
SÉJOURS SPORTIFS
SÉJOURS A L'ÉTRANGER
SÉJOURS LINGUISTIQUES
SÉJOURS COURTS, DE PROXIMITÉ ET MINI-CAMPS

Perspectives pour 2016

18% anticipent une **BAISSE**

42% anticipent une **STAGNATION**

39% anticipent une **HAUSSE**

Les colonies de vacances aujourd'hui : chiffres clés, enjeux et perspectives

Animé par :

Isabelle MONFORTE

Chef de projets,
*Observatoire des Vacances et des
Loisirs des enfants et des jeunes
(Ovlej)*

Avec la participation de :

Marc ENGEL

Chef du bureau de la protection des
mineurs en accueils collectifs et des
formations,
*DJEPVA, Ministère de la ville, de la
jeunesse et des sports*

Olivier JOUEN

Directeur général adjoint,
VACAF

Dominique NOGUES

Responsable pôle Famille et
jeunesse,
*Caisse nationale des allocations
familiales (CNAF)*

Nicolas RANDY

Chef du service Développement,
*Agence nationale des chèques
vacances (ANCV)*

Isabelle MONFORTE

Avant d'échanger avec nos invités que je remercie pour leur participation à cette table ronde et pour les données qu'ils m'ont transmises, je vous propose une rapide synthèse de celles-ci afin d'identifier des tendances émergentes de la fréquentation des séjours.

Premier constat à partir des effectifs enregistrés dans les déclarations de séjours des organisateurs, la Mission des Etudes et de l'Observation Statistique (MEOS) du Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports relève, depuis 2008, une baisse sensible du nombre de départs en colonies de vacances, de l'ordre de 10 %. Celle-ci s'est encore accentuée entre 2014 et 2015 (MEOS, DJEPVA, 2015). En dépit de cette baisse, plus d'un million d'enfants continuent à partir en colonies de vacances chaque année. Dans le même temps, la MEOS constate une forte progression de la fréquentation des mini-camps, organisés par les centres de loisirs ou accueils de jeunes : celle-ci a augmenté de 44 % depuis 2008, portant le nombre de mineurs partis dans ce cadre à 400 000.

Ces évolutions doivent être resituées dans le contexte sociétal de ces deux dernières décennies, marqué par une réduction du taux de départ en vacances et un resserrement des pratiques autour des vacances en famille, devenues pour une proportion croissante d'enfants et d'adolescents le seul mode de vacances. En 2011, ce type de vacances a ainsi concerné 61 % des 5-19 ans, contre 52 % en 2004.

Si l'on revient plus spécifiquement aux colos, on relève deux tendances. On observe, d'une part, une réduction de la durée moyenne des séjours et une progression sensible des courts séjours. Cette tendance concerne tous les types de séjours. D'autre part, seconde tendance, les séjours sportifs, linguistiques, artistiques et culturels se développent depuis deux ans. Ce développement répondrait à un intérêt des familles et des jeunes pour des séjours centrés sur une activité pratiquée tout au long de l'année et organisée à partir de la même association locale.

Troisième tendance, on observe un redéploiement des départs tout au long de l'année, avec une augmentation de ces derniers pendant les vacances de printemps et à la Toussaint. Les mini-camps, toutefois, continuent à se dérouler, pour près de 90 % d'entre eux, l'été.

Dans ce contexte de diversification des modes de séjours, on note une stabilité, voire une progression selon les années, des départs des 12-17 ans à l'étranger. S'y ajoute le développement très récent de mini-camps à l'étranger. Le désir de voyages est d'autant plus fort aujourd'hui chez les jeunes qu'ils ont le monde dans leurs smartphones. Il est encore prégnant après une première expérience de départ en colo. Les adolescents sont les plus nombreux aujourd'hui en colo et les plus demandeurs. La baisse de fréquentation observée pour l'ensemble du public

est ainsi deux fois moins importante pour les 12-17 ans que pour les 6-11 ans.

Les dernières études conduites par l'Ovlej identifient trois leviers majeurs au départ en colo :

▣ La demande de l'enfant :

L'éducation est de plus en plus collaborative et l'enfant devient de plus en plus un prescripteur de ses propres loisirs. Selon les parents interrogés par l'Ovlej en 2014, un tiers des premiers départs intervient à la demande de l'enfant. Celle-ci est motivée par un désir de voyage pour les plus grands, nous l'avons noté, mais plus généralement par un désir d'autonomie et d'expériences de sociabilité amicale. On part dans un premier temps avec ses amis pour se rassurer, et on repart pour faire de nouvelles rencontres.

▣ L'information :

Pour un tiers des familles, le premier départ est initié par l'information reçue d'un acteur institutionnel (collectivité locale, comité d'entreprise) ou de l'entourage.

▣ L'expérience du collectif :

Les enquêtes conduites par l'Ovlej en 2011 et 2014 ont montré la continuité des pratiques des familles entre les différents types d'accueils collectifs : crèche ou halte-garderie, centre de loisirs, mini-camp, colo. Pour une minorité de parents, c'est un choix éducatif a priori, explicite. Pour la majorité des familles qui s'inscrivent dans ces parcours, c'est un cheminement au fur et à mesure des expériences, lié à la perception progressive des apports du collectif, mais qui dépend également des opportunités offertes aux familles. D'où la nécessité que ces opportunités, ces offres soient développées au plus près des familles et que l'information sur celles-ci soient diffusées.

Mais la question financière reste centrale.

88 % des familles déclaraient en 2011 qu'elles n'auraient pas pu faire partir leur enfant sans une aide financière directe ou la prise en charge partielle du séjour (par un partenaire institutionnel tel que la CAF, la mairie, le comité d'entreprise, l'ANCV, etc.).

Près de 400 000 enfants et jeunes sont ainsi partis en vacances en 2013 dans le cadre de colonies de vacances et de camps, grâce aux aides financières accordées par les CAF ; représentant près de 24,5 millions d'euros. Le dispositif VaCaf a permis de soutenir le départ en colo de 59 000 enfants et adolescents à travers l'Aide Aux Vacances Locales (AVEL). Les Caisses de la Mutualité Sociale Agricole ont aidé 16 500 mineurs à partir en séjour collectif. Plus de 24 millions d'euros en chèques vacances ont été utilisés par les familles pour des activités relatives aux vacances des enfants et des jeunes (séjours mais également centres de loisirs). Je vais me tourner vers nos invités : à partir de ces données et des constats relevés, quels sont les enjeux que vous identifiez, quelles sont les perspectives pour vous en termes d'actions ou de politiques ?

Olivier JOUEN, VACAF

Malheureusement, les foyers dont le quotient familial (QF) est bas partent de moins en moins souvent en colonies de vacances, et nous constatons également une baisse de participation pour les courts séjours. La culture du départ est donc en baisse pour certaines familles qui ne s'autorisent pas à partir en vacances elles-mêmes, ce qui ressurgit sur leurs enfants.

“

88 % des familles déclaraient en 2011 qu'elles n'auraient pas pu faire partir leur enfant sans une aide financière directe ou la prise en charge partielle du séjour (par un partenaire institutionnel tel que la CAF, la mairie, le comité d'entreprise, l'ANCV, etc.)

Isabelle MONFORTE

”

Chiffres clés des aides financières

▣ Agence Nationale pour les Chèques Vacances - ANCV (2014)

- chèques vacances : 24,213 M€
- action sociale : 1 000 enfants en situation de handicap, 2,7 M€

▣ Caisses d'Allocations familiales - CNAF (2013)

- 400 000 enfants et jeunes aidés pour partir en colos ou en camps
- 24,5 M€

▣ Caisses de la Mutualité Sociale Agricole - MSA (2014)

- 9 300 enfants et adolescents partis en colo, 1 M€
- 3 000 enfants et ados sont partis en mini-camps, 150 000 €
- 4 200 enfants et ados partis dans des séjours spécifiques, 340 000 €

▣ Vacaf dispositif AVEL (2015)

- 41 Caf concernées
- 59 000 enfants et adolescents sont partis au moins 5 nuits via ce dispositif
- 220 € d'aide en moyenne

Dominique NOGUES, CNAF

L'accès aux vacances est primordial et la CNAF et les Caf, avec leurs travailleurs sociaux, doivent concourir à promouvoir cette culture. Nous devons réaffirmer l'importance de l'accès aux vacances pour tous et décloisonner les secteurs.

Nous devons également informer davantage sur les aides financières disponibles mais aussi sur l'apport positif des vacances pour lever les freins au départ. À cet égard, nous mettons régulièrement à la disposition des parents des informations sur le site « monenfant.fr », rubrique « espace doc » depuis avril 2015 ; site très consulté par les familles.

Les colonies de vacances peuvent être appréhendées non pas uniquement comme un mode de garde, mais également comme un élément majeur dans un parcours éducatif plus global.

Nicolas RANDY, ANCV

L'ANCV a participé à l'élaboration d'un guide méthodologique à l'usage des porteurs de projets, dans l'optique de pouvoir présenter aux familles l'offre disponible, tout en permettant aux acteurs en présence de pouvoir travailler sur les modalités d'accompagnement.

Isabelle MONFORTE

Comment le ministère de la jeunesse et des sports entend favoriser l'information sur les colonies de vacances ?

Marc ENGEL, DJEPVA

Nous sommes partis du constat mis en lumière notamment dans le rapport parlementaire de 2013 présenté par Michel Ménard, concernant la réduction du nombre de séjours et du nombre d'enfants accueillis dans les colonies de vacances, attestant de la désaffection des Français pour ce type de loisirs. Les freins identifiés dans ce rapport parlementaire sont de plusieurs types. Ils portent notamment sur le coût des séjours, la baisse du nombre d'aides, les réticences des familles et la réglementation.

À la suite des attentats en France de janvier 2015, le Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté qui s'est réuni en mars a rappelé que les colonies de vacances pouvaient constituer un levier permettant de mettre en œuvre la mixité sociale. Dans cette optique, un certain nombre de chantiers ont ainsi été lancés (expérimentation, évaluation de l'expérimentation, étude économique) et nous avons travaillé avec une équipe pluridisciplinaire. Dans le cadre des appels d'offres « GénérationCampColo », un vrai soutien a ainsi été apporté à des projets innovants, d'une durée de 7 jours minimum et répondant à des exigences en matière de mixité sociale, de genre ou territoriale, d'implication ou d'engagement des mineurs, d'utilité sociale et d'insertion territoriale, d'accessibilité financière ou physique. À l'issue de l'été, nous avons sélectionné une cinquantaine de séjours susceptibles de proposer un tel accueil.

Nous avons par ailleurs pu constater que la mixité sociale n'était pas appréhendée de la même manière pour les enfants et pour leurs parents. La question de la laïcité est probablement plus sensible encore.

Isabelle MONFORTE

Peut-être faudrait-il réinscrire les colonies de vacances dans une culture éducative plus large, comme l'évoquait précédemment Dominique Nogues.



Photo, de gauche à droite : Isabelle Monforte (Ovlej), Marc Engel (DJEPVA), Nicolas Randy (ANCV), Dominique Nogues (CNAF), Olivier JOUEN (VACAF)

Nicolas RANDY, ANCV

L'ANCV soutient également le départ des enfants en situation de handicap. Nous menons une action particulière en ce sens, afin de permettre à ces enfants de partir en séjours dédiés pour les cas les plus lourds ou en séjours d'intégration, pour ceux dont le handicap le permet.

Isabelle MONFORTE

Quid de l'action mise en œuvre par la Mutuelle sociale agricole (MSA) sur le terrain ?

Oriane FILLOL, MSA (de la salle)

La MSA n'a pas de politique nationale concernant les départs en colonies de vacances, elle distribue, à l'échelle locale, des bons « vacances » pour les enfants des familles d'agriculteurs. Les freins au départ sont néanmoins encore plus forts en milieu rural que dans d'autres milieux, car l'activité professionnelle qui y est pratiquée ne laisse que peu de répit aux familles.

Outre les bons « vacances » destinés aux plus jeunes, la MSA a mis au point des aides pour favoriser les départs en vacances en famille, ainsi que les départs en vacances des retraités, qui n'ont bien souvent pas pu acquérir la culture du loisir ou des congés pendant leur vie active.

Laurent MICHEL, CEMEA (de la salle)

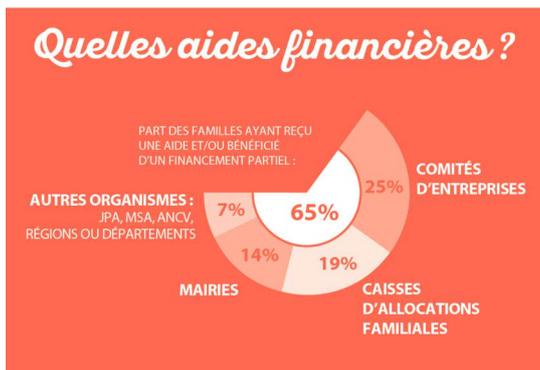
Quid du plafond de verre des aides accordées par la CAF entre les centres de loisirs et les colonies de vacances ? Beaucoup de centres de loisirs pourraient en effet organiser des séjours plus longs si on leur en donnait les moyens.

Dominique NOGUES, CNAF

A n'en pas douter, nous devons continuer à inscrire dans le cœur de nos Conventions d'objectifs et de Gestion (COG) que les vacances sont importantes et doivent continuer à être financées par la CAF. J'ajoute que les financements que nous accordons aux centres de loisirs n'entrent pas vraiment en concurrence avec ceux que nous octroyons au secteur des colonies de vacances mais sont complémentaires. Des séjours de vacances pour les enfants et les adolescents peuvent également être financés dans le cadre des contrats enfance jeunesse signés avec les collectivités.

Olivier JOUEN, VACAF

Nous ne nous désengageons pas du secteur des colonies de vacances au profit de celui des centres de loisirs. Nous accordons en effet une aide de 35 % à ce secteur d'activités.



Extrait du poster « les colos aujourd'hui », UNAT, Ovlej, JPA, Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

Question de la salle

Au vu des chiffres présentés dans l'encadré « aides financières » du poster « les colos aujourd'hui », je suis étonnée de la proportion des familles aidées par les CE.

Isabelle MONFORTE

Quand les personnes disent qu'elles sont aidées par leur CE, nous ne savons pas si elles parlent des chèques vacances qui leur ont été distribués par leur comité d'entreprise ou d'une aide spécifique accordée par cette instance.

Nicolas RANDY, ANCV

Les chèques vacances que nous distribuons ne sont pas fléchés. Les bénéficiaires sont ainsi libres de les utiliser auprès d'un réseau de 170 000 prestataires touristiques.

Georges GLANDIERES, UNAT Midi-Pyrénées

Nous devons aborder de front la question du patrimoine et devons faire montre d'innovation dans ce domaine. Les enfants d'aujourd'hui sont en effet les adultes de demain. En rénovant les centres de vacances aujourd'hui et en incitant nos jeunes à fréquenter davantage ce type de structures, nous préparons du même coup la future génération des usagers de villages de vacances.

Nicolas RANDY, ANCV

L'Agence déploie, conformément à sa mission sociale, plusieurs dispositifs d'action sociale. Le budget mobilisé est de 30 M€, somme significative, mais malheureusement insuffisante pour répondre à l'ensemble des besoins du secteur et dont le pilotage nécessite de faire des choix, à plus forte raison dans un contexte de baisse programmée de ces crédits d'intervention.

Question de la salle

L'aide accordée aux colonies de vacances représente une moyenne de 61 euros par enfant, à l'échelle nationale, alors que l'aide accordée aux centres de loisirs est 15 fois plus importante au niveau global.

Serait-il envisageable de consacrer une partie des chèques-vacances au financement de séjours collectifs ?

Dominique NOGUES, CNAF

Ces deux données ne sont pas comparables. L'aide accordée aux ALSH ne se calcule pas par enfant. Nous poursuivons un travail d'approfondissement des données sur ce secteur.

Ateliers :
**Comment dynamiser les
colos ? Quels leviers et
actions mettre en œuvre ?**

Atelier 1

Animé par :

Louise FENELON-MICHON

Responsable du secteur enfants & adolescents
UCPA

Louise FENELON-MICHON

Ce matin, nous avons pu entendre les différents acteurs du secteur nous présenter des constats et des chiffres sur lesquels nous devons travailler pour aller de l'avant.

Devons-nous continuer à nous lamenter en nous disant que le secteur ne va pas bien ou décidons-nous au contraire de nous retrousser les manches pour redynamiser nos séjours de vacances et les promouvoir ?

Nous sommes nombreux à croire que c'est encore possible, encore faut-il que nous nous en donnions les moyens. Comment pourrions-nous écrire une partie du scénario de *Mes jours heureux* numéro 2 ?

Il conviendra, avant toute chose, de lever les freins économiques, socio-culturels et psychologiques qui limitent inmanquablement le nombre de départs en colonies de vacances. Nous devons en effet comprendre pourquoi même les familles qui auraient les moyens pour le faire ne vont pas jusqu'à déclencher un départ en vacances.

Nous devons nous intéresser en outre aux innovations pédagogiques que nous pourrions mettre en œuvre pour dynamiser les formes de loisirs que nous proposons. Dans cette optique, il conviendra de créer de nouveaux séjours en termes de durées et de thématiques abordées.

Nous devons également prévoir des campagnes de communication adaptées

Pour lancer nos débats, je vais vous faire part d'une information transmise par l'Association de Gestion des Œuvres Sociales des Personnels des Administrations Parisiennes (AGOSPAP) qui signale que les séjours qui rencontrent le plus de succès sont ceux qui permettent aux jeunes de faire le tour des parcs d'attractions en une semaine, et ce alors même que cette association défend des valeurs éducatives fortes.

Par ailleurs, alors que les séjours linguistiques étaient jusqu'à présent très prisés par les catégories CSP++, l'AGOSPAP parvient à attirer des enfants de classes moyennes vers ce type de séjours, en dépit de tarifs qui restent élevés. Les familles plus modestes plébiscitent toutefois les départs au mois d'avril, pour des séjours plus courts, et sont moins enclines à inscrire leurs enfants à des séjours longs, durant les vacances d'été.

Camille CHODORGE, Loisirs Provence Méditerranée (LPM)

Nous devons répondre à deux questions majeures : pourquoi les jeunes sont-ils venus sur un séjour ? Pourquoi s'y sont-ils plu et pourquoi souhaitent-ils y revenir ? Lorsque nous les interrogeons, les deux réponses récurrentes sont les suivantes : « j'ai aimé l'ambiance » et « je me suis fait des copains », et ce quel que soit le type de séjours.

S'agissant des choix de séjours, nous ne devons pas négliger la force des messages publicitaires. De toute évidence, les enfants et adolescents ont envie de ce qu'ils voient à la télévision. Il faut donc faire la promotion de ce mode de



vacances en passant par les médias.

Non renseigné

Il faut manipuler le critère de l'ambiance avec une grande prudence. Parfois, un séjour peut être tout à fait réussi alors que « l'ambiance » n'est pas considérée comme forcément bonne par les participants.

Djilali LAHIANI, Mairie de Toulouse

Nous gérons des séjours en colonies de vacances en direct, au niveau de notre municipalité, et nous proposons notamment aux jeunes de leur faire découvrir l'Espagne. Il faut les préparer à ne pas sombrer dans le consumérisme le plus débridé en apportant à ces jeunes une vraie plus-value, en leur permettant d'être acteurs de leur séjour. À cet égard, je ne suis personnellement pas favorable à l'organisation de séjours offrant au jeune public la possibilité de faire le tour des parcs d'attraction. Je pense que nous pouvons avoir une offre culturellement plus exigeante.

Louise FENELON-MICHON

N'est-il pas possible d'être acteur de ses vacances même en faisant le tour des parcs d'attraction ?

Christian VERGES, Association Regards

Nous travaillons avec des organismes prescripteurs, des mairies et d'autres acteurs du secteur mais nous n'avons pas de contact direct avec les jeunes qui partiront ensuite dans nos colonies de vacances, ce qui est évidemment problématique pour identifier les attentes de ce type de public.

Par ailleurs, force est de constater qu'il est difficile de trouver des équipes pour encadrer des séjours où la plus-value éducative est quasiment nulle.

Elisabeth BEAUVALLET, AROEVEN Aquitaine

Je ne partage pas l'avis selon lequel un séjour qui proposerait aux jeunes un tour des principaux parcs d'attraction serait de la consommation pure. Nous organisons pour notre part un séjour de ce type, avec au programme Eurodisney, Walibi, le Futuroscope et Amsterdam. Nous parvenons ainsi à attirer un nombre important de jeunes et nous comptons sur nos équipes particulièrement compétentes et bien formées pour apporter une réelle plus-value éducative à ce séjour.

Michel PEYTAVY, Agence Nature

Il ne faudrait pas que nos combats pédagogiques nous relèguent à l'arrière-garde et laissent à d'autres que nous le loisir d'occuper un terrain que nous aurions laissé vacant. Partant de là, il me semble que nous pourrions continuer à injecter une dimension pédagogique ou environnementale dans nos séjours, quitte à proposer du karting en parallèle pour attirer du monde. Nous pouvons tout à fait jouer cette carte, sachant que nombre de familles continuent à rechercher des séjours proposant un apport réel, en termes éducatifs

Michel LE DIREACH, UFCV

Tout dépendra de la lisibilité du projet que nous mettrons sur le marché car le choix appartiendra toujours aux familles, en dernier ressort. À cet égard, les familles qui ont des freins sociaux et/ou culturels très marqués restent minoritaires et nous nous devons de les accompagner.

Nous devons également travailler sur les innovations technologiques, en utilisant notamment les smartphones qui sont dorénavant l'outil de référence pour les jeunes

Jean-François SIMON, Ethic Etapes

Les parents qui sont partis eux-mêmes en colonies de vacances y envoient-ils volontiers leurs enfants ? Est-ce validé par des études ?

Je suis par ailleurs étonné que le Ministère de l'Education nationale ne prenne pas une part plus active dans la promotion des séjours de vacances. Il me semblerait en effet bienvenu que ce Ministère joue un rôle de prescripteur dans ce domaine.

Isabelle MONFORTE, Ovlej

En effet, lorsque les parents sont eux-mêmes partis en colonies de vacances, ils vont y envoyer plus facilement leurs enfants. Les études sont claires sur ce point. A moins que les parents aient eux-mêmes une mauvaise expérience, ce qui peut malheureusement arriver. À cet égard, nous devons tout mettre en œuvre pour dépeussier l'image des colonies de vacances qui peut parfois nous desservir.

Jean-François SIMON, Ethic Etapes

Je pense que le film *Les Jours heureux* a généré un capital sympathie important autour des colonies de vacances, que nous devons utiliser pour valoriser nos actions. Les jeunes connaissent notamment les chansons du film par cœur et nous devons à notre tour surfer sur cette vague, sans omettre au passage de dépeussier l'image des colos de nos aînés.

Patrice HALIMI, Zigo

Le million de gamins qui part en séjours de vacances chaque

année n'ira pas en parcs d'attractions. Partant de là, même si je n'ai personnellement pas envie de promouvoir ce type de séjours je ne vois pas d'inconvénients à ce que d'autres s'en chargent car ceux-ci créeront, quoi qu'en disent leurs détracteurs, une réelle dynamique de groupe.

10 % des 12 000 organisateurs de colonies de vacances organisent plus de 50 % des départs. Cette répartition des forces en présence est à prendre en considération.

Nous devons également faire montre d'innovation et de modernité, en recourant notamment aux réseaux sociaux pour garantir une promotion plus efficace de notre offre. Nous envisageons par ailleurs de mettre en place des séjours en deux temps. Nous regrouperions ainsi les jeunes en février, dans un premier temps, avec l'idée de créer avec eux un séjour sur-mesure, auquel ils participeraient durant l'été.

Elisabeth BEAUVALLET, AROEVEN Aquitaine

Nous avons d'autres leviers que nous pourrions actionner. Certains animateurs parviennent à fidéliser des jeunes autour d'eux à tel point que les seconds souhaitent créer leur propre séjour avec les premiers, à condition d'avoir la main, également, sur le directeur de leur choix.

Alexis KERDONCUFF, AFEH

J'ai la chance d'intervenir depuis dix ans pour les colonies de vacances de la ville de Bobigny où nous organisons notamment un séjour en partenariat avec le conservatoire de musique. Il me semblerait bienvenu de généraliser ce décloisonnement des services municipaux, afin de garantir aux jeunes un temps d'éducation et de partage particulièrement riche durant leur séjour en colonie de vacances. Il est d'autant plus primordial que nous travaillions tous ensemble que le taux de fréquentation ne cesse de baisser, malgré les efforts importants que nous mettons en œuvre pour offrir des séjours d'une qualité éducative élevée.

Charles TOMULIC, « Je suis animateur »

Je suis créateur d'un site « jesuisanimateur.fr » et je suis également très présent sur les réseaux sociaux, où tout se passe pour les jeunes de 12 à 18 ans. À cet égard, il est particulièrement intéressant d'aller consulter les forums de discussions sur Facebook, pour voir sur quels critères les adolescents choisissent leurs séjours. Globalement, ils semblent davantage à la recherche d'une bonne ambiance que d'activités intéressantes.

Mylène BOULARD, EPAF

Les petits qui partent en colonies de vacances pour la première fois, via le CE de leurs parents, souhaiteraient pouvoir partir avec des amis, même si les parents de ces jeunes ne travaillent pas tous dans la même entreprise. Ne serait-il pas envisageable de mettre en place un système de parrainage ?

Louise FENELON-MICHON

Certains CE commencent à s'ouvrir mais cela reste réduit.

Non renseigné

La possibilité de pouvoir partir avec un copain est souvent évoquée. Ce n'est toutefois pas toujours facile à gérer concrètement et il faudra que nous travaillions avec l'association d'éducation populaire qui nous aide à favoriser cette ouverture.

Louise FENELON-MICHON

Quid des actions que vous avez entreprises pour lutter contre les freins socio-culturels au départ en colonies de vacances ?

A l'UCPA, nous avons proposé d'organiser un premier départ en deux temps, afin de surmonter les freins des plus petits, notamment liés à la méconnaissance de nos séjours. Nous organisons ainsi un week-end au mois de mai ou de juin, durant lequel les enfants viennent avec leurs parents et déjeunent en famille sur place, avec l'équipe d'animation. Les parents rentrent ensuite chez eux et les enfants restent dormir le samedi soir et passent ensuite toute la journée du dimanche sur place, pour un apprentissage de la colo. Les petits et leurs familles apprécient globalement cette formule qui les prépare à bien vivre la séparation durant le séjour en lui-même. Cette organisation présente donc une réelle portée pédagogique, même si elle concourt à majorer quelque peu le coût du séjour.

Laure GONCALVES, Savoie Haute-Savoie Juniors

Je voulais vous faire part d'une expérience similaire. Nous sommes allés à la rencontre des familles, à la sortie de l'école, afin de combattre la méfiance que celles-ci pouvaient ressentir vis-à-vis des colonies de vacances dont elles avaient, pour une raison ou pour une autre, une mauvaise image. Nous sommes ainsi lancés dans un véritable travail pédagogique à destination des parents réticents, et sommes parvenus à les convaincre d'envoyer leurs enfants en colonies de vacances, d'abord à proximité de leurs domiciles.

Marie-France BASTIEN, Mairie de Gentilly

A Gentilly, nous fonctionnons avec le Quotient Familial (QF). Les familles au plus fort QF paient ainsi 70 % du coût réel du séjour, contre 30 % seulement pour les familles au plus faible QF. Si l'on ajoute à cela différents types d'aides, on se rend compte que les freins financiers au départ sont quasiment gommés. J'ajoute que 70 % des enfants de Gentilly qui ont fréquenté un séjour destiné à des enfants scolarisés en maternelle se retrouvent dans des séjours ados. Enfin, la priorité des enfants restent de partir avec leurs amis. Peu importe où et pour faire quoi.

Charles TOMULIC, « Je suis animateur »

Facebook a récemment annoncé qu'il allait ouvrir des possibilités de levage de fonds. Je pense que nous devrions mettre à profit ces modes de financement originaux et participatifs pour promouvoir les départs en colonies de vacances.

Louise FENELON-MICHON

Comment vous y prenez-vous pour combattre les réticences des parents ? Comment mieux communiquer avec les familles ?

Elisabeth BEAUVALLET, AROEVEN Aquitaine

L'arrivée des téléphones mobiles sur les centres de vacances constitue selon moi un véritable fléau. Il faut que les familles réapprennent à couper le cordon avec leur progéniture pendant les vacances.

Téva DURY, Sans Frontières

Les parents qui communiquent trop avec leurs enfants durant les séjours restent très minoritaires et c'est tant mieux. Nous

accueillons en effet 3 500 jeunes chaque année et nous serions submergés si les parents appelaient leurs enfants en permanence.

Louise FENELON-MICHON

Comment mieux communiquer en amont afin d'éviter de se faire harceler par des parents anxieux ?

Hervé HANRIOT COLIN, Centre de loisirs du Barboux

Nous sommes situés dans le Doubs près de Morteau. Notre centre existe depuis 75 ans. Les enfants que nous accueillons viennent essentiellement de Besançon et de la région avoisinante car cette notion de proximité rassure les parents.

Au colloque sur les classes découvertes à Marseille qui a eu lieu en septembre 2015, un enseignant a dit qu'il ne partait plus en centre de vacances mais en village vacances, afin de se rassurer, suite à une mauvaise expérience. Les médias nous rebattent les oreilles avec des affaires de pédophilie. A nous de nous remettre en question et de redorer le blason de nos colonies de vacances.

Non renseigné

Actuellement, la quasi-totalité des centres de vacances sont en perte. Que pouvons-nous faire pour innover et attirer de nouvelles recrues, ou tenter de fidéliser les jeunes qui sont déjà venus chez nous, sachant que le manque de moyens reste le problème numéro 1 ?

93 % des jeunes qui partent en colonies de vacances sont satisfaits de leurs séjours, mais n'y reviennent pas faute de moyens suffisants. Je pense que nous devrions faire davantage la promotion des colonies de vacances dans les CE et que nous pourrions également organiser des forums de retrouvailles post-séjours, comme nous le pratiquions antérieurement. Ces manifestations rencontraient en effet un important succès auprès des jeunes et concouraient à les fidéliser sur le long terme.

Louise FENELON-MICHON

Quels sont les leviers financiers qui pourraient être actionnés ?

Non renseigné

La CAF a indiqué ce matin que nous n'avons pas su inscrire les centres de vacances dans les contrats enfance-loisirs des villes. Des efforts doivent par conséquent être mis en œuvre en ce sens, à l'heure où la CNAF entre en renégociation de son contrat d'objectifs avec l'Etat.

Si nous sommes convaincus que l'organisation des vacances est un bien commun incontournable, il faut faire en sorte que tous les enfants de France aient accès aux mêmes types d'aides.

Fin des échanges et remerciements

Atelier 2

Animé par :

Nicolas GRUAU

Président

Wakanga

Nicolas GRUAU

Il ressort du discours tenu ce matin que la fréquentation des colonies de vacances diminue. Si la diminution s'avère globale et mesurée, certaines disparités méritent d'être remarquées chez les organisateurs. Certains enregistrent une hausse conséquente – jusqu'à 50 % – tandis que d'autres subissent une forte baisse.

Au sein de la communauté des organisateurs, des actions sont vraisemblablement mises en œuvre et favorisent un transfert. Il est fort probable que les enfants qui vont dans un organisme où la fréquentation augmente quittent ceux qui observent une diminution de leur nombre d'inscrits.

Il serait judicieux de partager les bonnes pratiques développées par certains acteurs. Je vous propose d'identifier les leviers à mobiliser pour augmenter la fréquentation des colonies de vacances. Ce partage de points de vue et d'expériences pourrait permettre à chaque organisme de puiser des idées et de les adapter localement à sa structure, l'objectif étant d'enrayer la baisse nationale.

Dans le cadre de nos échanges, nous nous efforcerons de classer ces leviers en quatre catégories :

▣ Les leviers relatifs au financement

Le premier frein de l'accès aux colonies réside dans le coût. Une réflexion autour du financement des séjours mérite d'être engagée tant au plan individuel (aide au départ) qu'au plan collectif (comment diminuer le coût global du séjour).

▣ Les leviers liés à la communication

Les parents ont parfois peur des colonies et la vision qu'ils en ont peut être altérée. Nous devons nous interroger sur la manière de communiquer à leur attention et sur la manière de nous adresser aux enfants.

▣ Les leviers en lien avec l'adaptation de l'offre

Comme l'a souligné le ministre ce matin, changer s'avère indispensable pour survivre. Les formules proposées doivent évoluer au regard des changements caractérisant la société.

▣ Les leviers concernant l'innovation

L'innovation a fait l'objet d'un précédent colloque de l'UNAT. Quelles sont les actions innovantes susceptibles de faire remonter la fréquentation des colonies de vacances ?

Avant de vous donner la parole, je tiens à vous rappeler quelques pistes de réflexion qui ont déjà pu émerger. Il a été suggéré d'augmenter les chèques-vacances, de défiscaliser une partie du coût du séjour à l'instar de ce qui est mis en œuvre pour certaines prestations de service ou de mettre en place un guichet unique (site Internet, document) visant notamment à recenser toutes les aides au départ, etc.

Je vous propose de partager vos expériences ou vos pistes de réflexion et de nous pencher sur la faisabilité de ces démarches.



Jocelyne JAVELAUD, Association Regards

En matière de communication, il serait judicieux de passer par le biais des enfants pour s'adresser aux familles. Notre association entretient peu de contact avec le public individuel. Néanmoins, lorsque certaines personnes nous contactent directement, nous leur demandons comment elles ont eu connaissance de notre association. Les parents nous ont appris que les adolescents avaient réalisé eux-mêmes les recherches sur Internet.

Les jeunes deviennent des prescripteurs. Il convient de susciter l'envie auprès d'eux. Leur dédier un site Internet permettrait également de toucher indirectement les familles. Pourquoi ne pas s'adresser aux jeunes afin qu'ils demandent à leurs parents à partir en colonie ?

Nicolas GRUAU

Comme l'a souligné Isabelle Monforte ce matin, les enfants sont de plus en plus associés au choix de la colonie de vacances. Communiquer de manière spécifique envers les enfants constitue une piste intéressante. Certains d'entre vous se sont-ils engagés dans une telle approche ?

Jean-François LE FEVRE, Angoul'Loisirs

Notre petite association privilégie la proximité et s'efforce de tisser des relations basées sur la confiance avec les familles. Au niveau des secteurs jeunes, une modification de la réglementation serait judicieuse pour gagner du temps. Il n'est pas envisageable que deux mois s'avèrent nécessaires pour déclarer un accueil.

Nous impliquons les enfants dans la construction des vacances ou des loisirs pendant les temps périscolaires (TAP). Les parcours créés s'avèrent davantage cohérents avec le temps éducatif et les enfants sont amenés à s'exprimer sur la création de leur colonie.

Jocelyne JAVELAUD, Association Regards

La communication entre les enfants s'avère primordiale. L'envie est souvent suscitée par les pairs.

Nicolas GRUAU

Votre structure repose sur une forme associative. Par quel biais avez-vous pu intervenir au niveau des TAP ?

Jean-François LE FEVRE, Angoul'Loisirs

Un partenariat a été mis en place avec les communes. Nous en sommes à un stade expérimental.

Nicolas GRUAU

Si cette démarche s'avère intéressante au niveau local, elle risque d'être plus difficile à mettre en œuvre à un niveau plus élevé.

La communication destinée aux enfants s'avère bel et bien primordiale. Temps Jeune avait évoqué la rédaction d'une bande dessinée pour communiquer sur les colonies de vacances. Les films sont également des vecteurs importants : la plupart des adolescents connaissent les répliques de *Nos jours heureux* par cœur. Nous devons tirer des

enseignements de ces constats. L'importance du support mérite d'être remarquée : un film ou une image semblent plus parlants qu'une brochure pour les enfants. Nous ne pouvons pas nous adresser de la même manière aux enfants et aux parents.

Chez Wakanga, nous avons pris le parti de réaliser des bandes-annonces pour présenter nos séjours. Diffusées sur Internet, ces vidéos permettent de montrer ce qu'il est possible de faire au sein du séjour de colonie de vacances proposé.

Non renseigné

Les réseaux sociaux constituent également une piste à ne pas négliger.

Qui réalise les films que vous évoquez ?

Nicolas GRUAU

Ces vidéos ne sont pas réalisées par des professionnels. Cette tâche est confiée à certains membres de l'équipe permanents. Les photos diffusées sur de nombreux sites ne constituent pas un vecteur de communication satisfaisant car il s'agit souvent de photos standard achetées sur Internet qui ne sont pas représentatives de la réalité ou de photos qui datent d'une dizaine d'années.

Georges GLANDIERES, UNAT Midi-Pyrénées

Il a été question de marketing et de structure organisatrice ce matin. La démarche de l'UNAT visant à développer un site commun *villagesdevacances.com* mérite d'être évoquée.

Nicolas GRUAU

Privilégier une communication en commun semble complexe : cela nécessiterait de gérer 12 000 organisateurs en parallèle, ce qui ne peut être négligé. En dehors des démarches du Ministère et de la JPA, aucune communication globale n'a pu être mise en œuvre jusqu'alors. Pensez-vous que suivre une telle piste serait opportun ?

Sylvain CRAPEZ, UNAT

25 marques du réseau UNAT se sont rassemblées au niveau de notre portail *villagesdevacances.com*. Par ailleurs, nous misons sur une stratégie identitaire. Sont concernés les villages vacances du secteur non lucratif. Il convient de travailler sur la notoriété des marques et des produits. Nous privilégions une logique de mutualisation. Les petits paient moins que les grosses structures.

Nicolas GRUAU

Au-delà d'Internet, les autres vecteurs de communication ne doivent pas être négligés. Financer une campagne d'affichage dans le métro serait envisageable si plusieurs organismes se rassemblaient.

Jean-François LE FEVRE, Angoul'Loisirs

Je déplore que le ministère se contente de nous inciter à communiquer avant l'été sans nous donner les moyens de le faire. Une campagne d'affichage de grande ampleur mériterait d'être réalisée avant l'été pour susciter les départs en colonies de vacances. Personne ne parle des colonies intéressantes que nous proposons aux enfants, sauf lorsque nous faisons la une du 20 heures.

David COSTE, Mission Tourisme

Les opérateurs de villages vacances destinés aux familles sont quelque peu différents de ceux spécialisés dans les colonies. Il serait judicieux de s'interroger sur la manière de capter la clientèle des villages vacances et de privilégier une approche transversale.

Patricia FERRARI, CAES INSERM

Communiquer au niveau des centres aérés constitue également une piste à explorer.

Caroline CLAUDOT, Odcvl

L'étude de l'Ovlej révèle que plus de 50 % des enfants qui partent en colonies de vacances sont déjà partis dans le cadre de leur accueil de loisirs.

Nicolas GRUAU

Nous avons réalisé un partenariat avec la ville de Rennes pour promouvoir les colonies de vacances. Frapper à la porte des grandes municipalités qui ne proposent pas de colonies et les encourager à communiquer sur ce type de séjour s'avère pertinent. Si mutualiser nos forces s'avère souhaitable, il convient toutefois de déterminer comment concrétiser cette action.

Je vous invite à présent à aborder le levier du financement.

Jean-François LE FEVRE, Angoul'Loisirs

Définir la place des mini-camps et des mini séjours s'avère indispensable, ce qui pose également la question de la définition d'une colonie de vacances. Faire partir un enfant de trois ou quatre ans pour une ou deux nuits constitue une première étape susceptible de susciter son envie, plus tard, de partir en séjour plus long. Les aides allouées pour ce type de court séjour méritent d'être revues (fonds CNAF).

Nicolas GRUAU

Les mini-camps sont subventionnés de manière importante lorsqu'ils sont organisés par les municipalités dans le cadre d'un contrat de financement avec le centre de loisirs.

Non renseigné

Mixer les deux pistes serait souhaitable. La participation de la CNAF basée sur le nombre de nuitées des ALSH mériterait d'être envisagée.

Nicolas GRUAU

Force est de constater que la fréquentation des colonies de vacances diminue pendant que la part des mini-camps progresse.

Vous suggérez de passer à une tarification à la nuitée. Je redoute qu'une telle approche contribue à diminuer la durée moyenne des séjours. Des difficultés risquent également de se poser au niveau des CAF compte tenu des divergences de politiques menées par les différents départements.

Jean-François LE FEVRE, Angoul'Loisirs

Le financement est national, même si les politiques locales peuvent encore avoir un impact sur ces financements.

Nicolas GRUAU

La départementalisation opérée au niveau de la CAF induit une gestion spécifique par les organismes. Une harmonisation des règles au niveau national constitue une piste à approfondir.

Sur la question du financement, avez-vous développé des politiques particulières ?

Clément BOUHELIER, Vitacolo

Nous proposons un système d'aides au départ. Nous sommes partis du constat suivant : les classes moyennes sont exclues des colonies de vacances. Par conséquent, chaque année, à partir de nos fonds propres, nous leur allouons une enveloppe de 35 %. Nous étudions le

quotient familial. En dessous de 1 100 euros, la famille peut prétendre à l'aide, à condition que l'enveloppe ne soit pas épuisée. En d'autres termes, les familles bénéficient d'une prise en charge de 35 % du coût de la colonie de vacances, moins les aides allouées par la CAF. Nous avons également développé une aide aux familles nombreuses et une aide pour les enfants en situation de handicap. Dans ce dernier cas, nous ne faisons pas supporter aux familles le coût induit par la présence de l'animateur chargé d'apporter une aide à ces enfants. Ces diverses démarches ont permis d'élargir l'accès aux colonies de vacances et sont un atout pour notre communication.

Nicolas GRUAU

La question du mécénat mérite également être abordée. Certains organismes sont en mesure de subventionner les associations (financement de matériel par exemple). Certains d'entre vous ont-ils entamé des démarches pour obtenir des financements privés ?

Jean-François LE FEVRE, Angoul'Loisirs

Nous nous sommes inscrits dans ce type d'approche mais cela n'est pas aisé. Nous découvrons ce domaine et, pour l'heure, les fonds que nous avons réussi à lever sont largement insuffisants vis-à-vis de l'objectif à atteindre.

A Bordeaux Métropole, une équipe se consacre à la recherche de financements extérieurs.

Jacques DURAND, JPA

En tant qu'élu local, on m'a proposé une mise à disposition gratuite de minibus pendant un an pour nos ASLH en contrepartie de l'affichage de publicité sur les véhicules. Nous avons refusé car, au nom de nos valeurs, nous ne pouvions envisager de faire la promotion de Mac Donald partout où nous passions.

Maël HANIQUE, Maison de Courcelles

Nous devons réaliser des travaux dans notre établissement. Nous avons négocié un don sur une partie de ces travaux, ce qui permet à l'entreprise concernée de bénéficier d'une défiscalisation sur cette partie.

Jean-François LE FEVRE, Angoul'Loisirs

Il conviendrait de définir une prime de mutualisation au niveau de la CAF pour favoriser les mutualisations entre structures.

Nicolas GRUAU

La question de la fidélisation des familles mérite d'être abordée. Quels sont les outils que vous mobilisez pour faire revenir les enfants dans vos structures les années suivantes ?

Non renseigné

Une prime de fidélité est proposée et s'applique à tous les enfants d'une même famille. Cependant, la satisfaction des familles s'avère nettement plus décisive.

Nicolas GRUAU

Même si parents et enfants sont satisfaits à la fin de la colonie, le choix du séjour suivant n'intervient que six mois tard. Le risque d'oubli de ce sentiment de satisfaction est réel.

Clément BOUHELIER, Vitacolo

Nous avons instauré une initiative particulière et organisons la « nuit des parents » à la fin du séjour. La veille du départ, les parents sont conviés à vivre l'expérience de la colonie avec leur enfant. Cette approche permet également de rassurer les parents en leur

montrant que nous n'avons rien à cacher. La présence du parent dans le centre s'avère déterminante.

Non renseigné

Nous organisons des journées portes ouvertes au printemps, lesquelles sont particulièrement appréciées par les parents. La proximité du centre est un aspect essentiel pour permettre ce type de démarche.

Certaines chaînes de camping utilisent des techniques de marketing traditionnel pour se rappeler au bon souvenir des parents et des enfants. A l'anniversaire des enfants, une carte postale leur est envoyée par la chaîne de camping par exemple. Ce type d'initiative doit être mis en œuvre au niveau des colonies de vacances également.

Nicolas GRUAU

Certains organismes proposent des soirées de retour de colonies. Ces rencontres peuvent être organisées après l'été pour présenter les photos ou au cours de l'année pour relancer d'autres initiatives. La place prise par Internet dans nos vies modernes tend à favoriser l'échange virtuel – pour diffuser les photos notamment – au détriment de la rencontre physique à l'issue du séjour.

Il est temps d'aborder la problématique liée à l'adaptation de l'offre et de l'innovation. Cherchez-vous à révolutionner votre offre ? Quelles sont les politiques privilégiées en la matière ?

Minerve CALDERARI, SILC

Concernant les séjours linguistiques – qui enregistreraient une hausse d'après ce qui a été affirmé, ce que je juge surprenant – deux tendances méritent d'être distinguées : les séjours linguistiques purs, d'une part, qui sont particulièrement coûteux et les formules allégées, d'autre part, qui consistent à « saupoudrer » une approche linguistique pendant un séjour à thème. La demande pour des séjours linguistiques avec une dominante sportive est particulièrement forte.

José MARGOLLE, ADPEP62 Pas-de-Calais

Les demandes individuelles sont très faibles dans le Pas-de-Calais. Pour adapter notre offre, nous nous adaptons aux appels d'offres.

Jean-François LE FEVRE, Angoul'Loisirs

Nous sommes revenus en arrière par rapport au nombre d'activités sportives que nous proposons. Nous misons davantage sur le vivre ensemble. Nous remettons en avant les expériences de vie collective. Les enfants savent reconnaître les légumes, font la vaisselle, etc. Les parents sont en mesure de constater un changement.

Non renseigné

Les enfants – qui sont fortement impliqués dans le choix – s'attachent à s'assurer que leur activité favorite est proposée. Plutôt que les formules multi-activité, ils sont à la recherche d'une activité qui les passionne.

Nicolas GRUAU

Certains reviennent en connaissance du vécu. Pour d'autres, il s'agit de susciter l'envie de s'inscrire pour tenter de nouvelles expériences. La communication mérite d'être différenciée en fonction de l'objectif recherché (encourager les primo-départs ou faire revenir les enfants).

Fin des échanges et remerciements

Atelier 3

Animé par

Christian LAURO

Directeur général

Activité découverte & nature (ADN)

Christian LAURO

L'objet de cet atelier est d'échanger de bonnes pratiques de financement, de communication ou d'adaptation de l'offre aux attentes des parents et des jeunes, afin de dynamiser les colos par des dispositifs innovants. Par exemple :

▣ Les Fauvettes ont diffusé leur brochure en mars, lorsque les enseignants attendent les réponses à leurs demandes de mutation, pour qu'elle soit lue davantage. 800 inscriptions supplémentaires ont ainsi été enregistrées.

▣ L'AGOSPAP a proposé des séjours linguistiques de durée plus courte au printemps, pour réduire leurs coûts et attirer davantage de familles aux revenus modestes.

Patrick JAMPIERRE, CIE Thalès, Mairie de Dolus d'Oléron

Trouver le moment adéquat pour les dates d'inscription est un problème récurrent. Nos inscriptions commencent avant les vacances de février, pour que les séjours puissent être organisés à l'avance. Toutefois, les inscriptions tardives obligent souvent à réorganiser les séjours à la dernière minute.

Johan DUCLOUX, Résidence Internationale de Paris

Les périodes d'inscriptions doivent être adaptées aux contraintes des clients, mais aussi des fournisseurs et des hébergeurs. La réactivité face aux annulations, qui sont nombreuses sur Paris en ce moment, est également un enjeu important.

Philippe MORETTI, UNAT Poitou-Charentes

Les hébergeurs pourraient peut-être conserver des places disponibles pour permettre aux organismes de bénéficier d'une certaine souplesse en dernière minute. Toutefois, ce sera moins possible en juillet-août qu'à la Toussaint, ou en milieu rural qu'à Paris, car des équipes mobilisables en dernière minute doivent se trouver à proximité.

Johan DUCLOUX, Résidence Internationale de Paris

Un problème est que les « bons plans » sont souvent proposés au dernier moment, notamment par les transporteurs. Nous sommes donc tous responsables de la tendance des consommateurs à se décider tardivement.

Aline BLOT, Aludéo

Si, lors de ces inscriptions tardives, la colonie initialement proposée par le CE n'est plus disponible, d'autres colonies similaires, quoiqu'avec d'autres activités, doivent pouvoir être suggérées aux familles, éventuellement en remboursant les frais plus tard, sur facture.

Christophe BICHON, UCPA

L'UCPA propose des « séjours mystères », dont la destination n'est connue qu'au dernier moment. Toutefois, cette offre n'est pas adaptée aux mineurs, dont les envies sont souvent arrêtées, et dont les parents ont besoin d'être rassurés. Les mères de SOS villages d'enfants peuvent ainsi accepter



l'incertitude quant au lieu de séjour, parce qu'elles n'ont pas le même lien avec les enfants que celui qu'ont les parents. En revanche, le Secours Populaire rejette fermement ces séjours, même lorsqu'ils sont très subventionnés.

Edward LEPINE, CCAS

La propension des jeunes à se reporter sur un autre séjour lorsque celui qu'ils avaient choisi n'est plus disponible varie selon les tranches d'âge. Un adolescent sur deux seulement accepte de se reporter sur un séjour qu'il n'a pas choisi. Notamment, les adolescents veulent souvent partir avec leurs amis. C'est moins le cas pour les enfants de 4 à 10 ans, dont les parents choisissent les séjours.

L'offre de la CCAS, jusque-là fondée sur le patrimoine à sa disposition, se réoriente maintenant sur les attentes des jeunes. Si le patrimoine n'est pas adapté à leurs demandes, les colonies doivent être organisées ailleurs. C'est pourquoi les organismes doivent mutualiser leurs patrimoines. Sinon, nous risquons de ne plus pouvoir faire face au secteur marchand, dont les offres distinguent vacances pour riches et vacances pour pauvres.

A la CCAS, les inscriptions pour l'été sont possibles jusqu'au mois d'avril, mais les demandes tardives sont acceptées jusqu'à début juillet. L'objectif est de toujours trouver des solutions pour les 4-11 ans, mais pas nécessairement pour les plus de 12 ans. Pour les séjours aux Etats-Unis, par exemple, nous avons 40 fois plus de demandes que de possibilités. Cependant, les ados ne veulent pas d'autres séjours.

Philippe MORETTI, UNAT Poitou-Charentes

Avez-vous essayé de faire payer plus cher ces séjours de catégorie supérieure ?

Edward LEPINE, CCAS

Nous appliquons le coefficient social. L'aide au départ peut atteindre 70 %, sinon, les salariés relevant de petits coefficients ne pourraient pas partir. Le reste à charge serait en effet trop important.

Eric BRACHE, Mairie de Nanterre

Lorsque nous souhaitons réorienter les enfants et adolescents vers d'autres séjours, nous demandons aux directeurs des séjours concernés de les appeler directement. En général, cette méthode est efficace. Lorsque la demande est suffisante, nous atteignons ainsi un taux de remplissage de 100 %. Toutefois, cela prend du temps.

Pauline FOURCOT, PEP Découvertes

A l'association PEP Découvertes, les inscriptions se font beaucoup plus tard qu'en CE, du début du printemps jusqu'à la veille du départ. Cela tient à la diversité de nos publics et à notre ancrage dans le milieu des aides sociales à l'enfance. Le nombre des inscriptions est plus difficile à anticiper que pour les CE car les inscriptions auprès des collectivités peuvent toujours être annulées, sans que les inscriptions individuelles que nous recevons suffisent à les remplacer. Les inscriptions auprès des assistances sociales peuvent également saturer certains séjours, au risque de poser des problèmes de mixité sociale.

Pascal DUMORA, Altia Club Aladin

Nous avons peut-être pris le problème à l'envers, en nous demandant comment reporter sur d'autres séjours les enfants qui auraient demandé des séjours complets. 40% des organismes constatent une stagnation (et 30% une baisse) du nombre des départs l'été ; par conséquent, les séjours ne sont généralement pas complets. Or, si les CE clôturent les inscriptions avant que les séjours soient complets, c'est surtout parce qu'ils doivent gérer des problèmes logistiques très lourds. Une solution serait donc notamment d'assouplir les schémas de transports, pour permettre d'y ajouter ou d'y retrancher des places jusqu'au dernier moment. Toutefois, les séjours peuvent aussi être incomplets par manque d'attractivité et il faut parfois les reconsidérer.

Françoise GAVROY, AROEVEN de Versailles

Les problèmes organisationnels et financiers que posent les inscriptions tardives viennent surtout de la politique actuelle de la SNCF, qui n'est plus du tout favorable, comme elle a pu l'être, aux départs en centres de vacances. La SNCF est l'un des rares opérateurs à ne pas proposer des « bons plans » pour les départs en dernière minute. En effet, plus les réservations sont tardives, plus elles sont chères. Par ailleurs, il est impossible de les modifier une fois qu'elles ont été effectuées.

Or, personne ne peut anticiper sur les phénomènes de mode, en raison desquels, telle année, tout le monde voudra un certain type de séjour. Ainsi, un séjour peut très bien marcher une année, et très mal l'année suivante, alors que tous les retours sont favorables.

Louis LETORE, Maison de Courcelles

Pour notre séjour « je prends le temps », qui commence début juillet et se termine fin août, nous acceptons des inscriptions

toute l'année. Conformément à une pédagogie de liberté, les enfants y choisissent leurs activités, se lèvent et vont manger quand ils le souhaitent. Les parents choisissent eux-mêmes la durée du séjour, avec un minimum de six nuits. Certaines familles réservent 21 jours, d'autres 6 jours. Il y a trois ans, les arrivées et les départs étaient possibles tous les jours, mais nous avons finalement restreint les arrivées possibles aux dimanches et mercredis, et les départs possibles aux mercredis et samedis. Cela pose des problèmes de dynamique de groupe, et d'accompagnement des enfants par les animateurs, qui changent régulièrement pendant tout l'été. Néanmoins, nos séjours sont maintenant pour la plupart complets presque deux mois à l'avance, alors qu'au début des années 2000, notre séjour traditionnel de trois semaines désemplissait régulièrement. Or, notre association se finance à 95 % par le produit qu'elle développe. Il fallait donc trouver une solution, et c'est ainsi que nous avons eu cette idée. Nous disposons de 114 lits et nous accueillons entre 500 et 550 enfants par été. 60 à 70 % d'entre eux reviennent l'année suivante. Certains parents inscrivent même leurs enfants pour l'année suivante dès la fin du séjour.

De plus, aucun transport n'est organisé. En amenant leurs enfants sur place et en revenant les chercher, les parents s'impliquent davantage, et se rassurent également : ils ne les laissent pas seulement sur un quai de gare, sans savoir qui les prendra en charge. Ils restent en moyenne deux à trois heures sur place, installent les enfants dans leurs chambres et font leurs lits. Nous sommes situés dans le sud de la Champagne-Ardenne, mais les familles peuvent faire jusqu'à trois heures de voiture exprès, et organisent parfois du covoiturage. Les familles sont donc une ressource pour trouver des solutions.

Nous travaillons également avec des services de réussite éducative du 95 et du 93, pour deux fois vingt enfants. Nous faisons alors en sorte que les familles montent avec leurs enfants dans un bus qui part des villes et emmène les enfants sur place. C'est dans ce cadre seulement que nous rencontrons des difficultés d'annulations. Les services de réussite éducative ont du mal à inciter les familles à partir. Parfois, elles annulent au départ du bus. Néanmoins, nous avons choisi de réserver systématiquement six places (sur soixante en 7-12 ans) dédiées à l'aide sociale à l'enfance. En revanche, il nous arrive également de refuser des enfants venant de l'aide sociale, même lorsqu'il reste des places libres, car nous considérons que nos accompagnateurs sont des animateurs et non des éducateurs.

Toutefois, notre modèle n'est sans doute pas transposable aux CE. Nous avons essayé de travailler avec le CE SNCF gestion clientèle et le résultat a été catastrophique.

Corine GARCIA, APAS BTP

Un sondage que nous avons réalisé révèle que les familles réservent d'abord les vacances pour leurs enfants et ensuite seulement les vacances en famille.

Lorsqu'il nous reste des places disponibles, nous les mettons à disposition des services sociaux jusqu'à trois semaines avant le départ. Bien qu'il s'agisse de séjours déjà fortement subventionnés, nous essayons alors de les subventionner encore davantage.

Johan DUCLOUX, Résidence Internationale de Paris

J'ai noté ce matin que le nombre de départs est en hausse pour

les 12-17 ans (avec une augmentation des séjours linguistiques, notamment), et en baisse pour les 6-11 ans, malgré le développement des mini-séjours. Les séjours les moins chers et les plus courts ne sont donc pas forcément les plus attractifs. Un séjour de trois jours est-il suffisamment long pour qu'un enfant en retire un bénéfice pédagogique ?

Christian LAURO

Ces mini-séjours présentent surtout des avantages financiers pour les parents, qui peuvent ainsi garder leurs enfants le week-end.

Edward LEPINE, CCAS

Si le nombre des mini-séjours déclarés à la DDCS augmente, ils se déroulent le plus souvent à proximité du point de départ, et restent très minoritaires sur l'ensemble des colonies organisées aujourd'hui en France, dont la durée a certes diminué, mais plutôt de 21 à 19 jours, et certainement pas à 3 jours. Toutefois, l'EPAF propose également depuis plusieurs années un format de deux fois 9 jours, en plus des séjours de 20 jours, quelle que soit la ville de départ. Il ne s'agit pas de séjours de proximité. Ces séjours représentent maintenant 60 à 70 % de nos inscriptions, y compris dans les CE. La durée du séjour est donc un levier efficace pour encourager les départs en vacances.

Soufiane DOGHRI, Loisirs Provence Méditerranée (LPM)

AVEA La Poste voyait ses inscriptions en colonies de vacances chuter depuis un certain temps et a décidé cette année de téléphoner aux familles le week-end pour les inciter à faire partir leurs enfants. Cette méthode constitue aussi un levier efficace, lorsqu'il est possible d'y recourir.

Olivier JOUEN, VACAF

Nous devons également améliorer notre attractivité. VACAF a enregistré cette année 60 000 départs, pour 200 000 enfants bénéficiaires potentiels. Les filles des familles défavorisées ne partent pratiquement plus en séjours de vacances. Connaître les équipes est crucial pour les parents. Des partenariats avec les centres sociaux et les associations doivent sans doute être développés pour permettre aux familles de rencontrer les équipes.

Yanis CHETTAB, Association Regards

Les campagnes de communication du Ministère de la jeunesse et des sports en faveur des colonies de vacances ne sont toujours pas satisfaisantes. Par ailleurs, pendant des années, le moindre incident en colonie de vacances a été relayé dans tous les médias.

Philippe MORETTI, UNAT Poitou-Charentes

La communication doit aussi se faire sur le terrain. Or, les personnels des centres sociaux sont recrutés dans le cadre de l'insertion par l'emploi ou des contrats d'engagement éducatif. Ils ne disposent généralement que d'un BAFA, la plupart du temps délivré en externat, donc sur un format de 35 heures. Le problème vient aussi de là.

Yanis CHETTAB, Association Regards

Les animateurs et directeurs apprennent très jeunes à assumer des responsabilités importantes, et témoignent souvent de

l'utilité qu'ils en retirent dans leurs emplois ultérieurs. Nous n'avons pas assez mis en avant cette expérience qu'acquièrent les animateurs. Dans les mairies notamment, on croit trop souvent qu'ils ont choisi cette voie parce qu'ils n'aimaient pas les études.

Marc ENGEL, DJEPVA, Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

En tout état de cause, il est important de rendre ce métier attractif.

Notre position, en cas d'événement grave, est de communiquer le moins possible. Toutefois, l'information finit toujours par être connue, et c'est encore pire lorsque nous ne sommes pas informés.

Soufiane DOGHRI, Loisirs Provence Méditerranée (LPM)

Si les CAF peinent à faire partir des jeunes en vacances, c'est avant tout par manque de communication. Le site internet de VACAF n'informe les familles que si elles ont déjà l'idée de s'y connecter. L'idéal serait de disposer des coordonnées des familles.

Philippe MORETTI, UNAT Poitou-Charentes

Une association qui avait rencontré un gros problème de mixité sociale sur une colonie a dû fermer tous ses camps. Le projet de l'association et la formation des animateurs ont alors été repensés avec les équipes de la DDCS. Après deux ans, le volume d'activité et les effectifs des camps augmentent à nouveau. Dans le cadre des contrats enfance des PEDT, des enfants qui ne partaient pas en vacances d'habitude pourront ainsi partir au ski l'année prochaine. Quand les collectivités ou les associations sont en contact direct avec les publics, un travail de qualité est possible.

Laetitia VIPARD, CNAF

Laisser partir les enfants en vacances demande aux parents un apprentissage, particulièrement lorsqu'eux-mêmes ne sont jamais partis dans ce cadre. De ce point de vue, le recours aux mini-séjours de proximité, avec des animateurs que les familles connaissent, est rassurant. Certains réseaux sont à la fois gestionnaires de ALSH et de colonies de vacances. Nous devons profiter de ces accueils de loisir pour aller toucher les familles. Les aides existent, notamment dans les CAF, mais les familles ne les sollicitent pas toujours, alors même qu'elles y ont droit. Il faut développer une culture du dialogue entre les acteurs du loisir.

Fin des échanges et remerciements

Les collectivités et CE face au défi de la redynamisation des colonies de vacances

Animé par :

Sylvain CRAPEZ
Délégué général,
UNAT

Avec la participation de :

Ivan BAQUER
Président,
Comité interministériel d'action sociale (CIAS)

Jacques DURAND
Président,
la Jeunesse au plein air (JPA)

Patrick JAMPIERRE
Directeur d'un centre de vacances,
CIE Thalès
Adjoint au Maire,
Commune de Dolus d'Oléron

Sylvain CRAPEZ

Voici la dernière table ronde de notre colloque.

Je tiens à excuser plusieurs intervenants qui n'ont pu être présents malgré leur intérêt pour le sujet qui nous réunit : Nelly Deniot (CNAF), Michel Ménard (Député de Loire-Atlantique) et Pierre-Christophe Baguet (Maire de Boulogne-Billancourt).

Je laisse la parole à Ivan BAQUER.

Ivan BAQUER, CIAS

Le comité interministériel d'action sociale (CIAS) est une instance placée auprès de la ministre de la fonction publique de l'Etat. Elle n'est pas tout à fait paritaire puisque les syndicalistes disposent de la majorité. Quoi qu'il en soit, elle est complémentaire de l'action sociale ministérielle. Le CIAS gère un budget de 126 millions d'euros et il est présidé par un syndicaliste désigné par l'ensemble des organisations syndicales de la fonction publique.

Le fonctionnement du CIAS repose sur cinq commissions. C'est la commission famille qui œuvre sur le dossier vacances en proposant des chèques vacances pour un montant global d'environ 36 millions d'euros. En parallèle, la commission donne également son aval pour la réalisation de prestations en région (colonies, etc.).

Sylvain CRAPEZ

Combien investissez-vous dans les colonies de vacances ?

Ivan BAQUER, CIAS

Sur un budget total d'1,5 million d'euros, 970 000 euros correspondent au financement des vacances familles et 530 000 euros sont alloués aux vacances familles en région.

Sylvain CRAPEZ

Je me tourne vers notre deuxième invité, Jacques DURAND, qui intervient à deux titres : en tant que président de la JPA et élu local.

Jacques DURAND, JPA

Forte de ses 43 organisations, la JPA organise une campagne de solidarité tous les ans. Elle entretient des relations avec de nombreuses municipalités.

J'ai également été élu local pendant 25 ans en tant que maire-adjoint, maire et président d'une communauté de commune de 35 000 habitants en Indre-et-Loire. Dans ce cadre, j'ai favorisé la mise en place de diverses actions permettant de valoriser les séjours collectifs.

Sylvain CRAPEZ

Patrick JAMPIERRE, vous intervenez aujourd'hui à deux titres.

Patrick JAMPIERRE, centre de vacances du CIE Thalès, Mairie de Dolus d'Oléron

Oui, je suis directeur d'une structure d'accueil qui appartient au

CIE de Thalès. Nous faisons partir près de 3 000 enfants en été. Depuis peu, je suis également élu dans une commune sur l'île d'Oléron.

Sylvain CRAPEZ

Les congressistes ont été invités à réfléchir à des pistes à suivre pour relancer les colonies de vacances. Quelles seraient vos propositions-clés ?

Patrick JAMPIERRE, centre de vacances du CIE Thalès, Mairie de Dolus d'Oléron

Je me positionne selon mon statut d'élu. J'ai bien retenu la formule utilisée pour évoquer « l'assignation à résidence par rapport à un territoire ». Sur une île, le nombre de structures est limité, notamment celles destinées à la jeunesse et aux adolescents. Les possibilités pour s'ouvrir vers l'extérieur sont par conséquent également réduites. Ma mission consiste à développer, au niveau de la communauté de commune du territoire, des moyens permettant aux enfants de sortir du territoire.

Je suggère de travailler sur les mutualisations. Nous constatons que les structures ferment les unes après les autres par manque de moyens, certaines se trouvant dans l'incapacité de faire face aux mises aux normes qui s'imposent. Pour susciter les départs dans les centres de vacances, il convient de regrouper des moyens et d'entamer des démarches de normalisation à un rythme raisonnable.

Sylvain CRAPEZ

A quel niveau les mutualisations que vous évoquez doivent-elles être favorisées ?

Patrick JAMPIERRE, centre de vacances du CIE Thalès, Mairie de Dolus d'Oléron

La piste des structures mérite d'être explorée. Les orientations des CE ne sont pas comparables et dépendent fortement de leur budget. La masse salariale de Thalès ne peut être comparée avec d'autres sociétés. Il convient d'identifier les groupes industriels avec lesquels des rapprochements seraient pertinents.

Des mesures doivent être prises pour préserver la mixité sociale. La population d'ouvriers ne doit pas être laissée pour compte.

Sylvain CRAPEZ

La mixité sociale pourrait intervenir au niveau de divers publics de CE, avec des entreprises où le pourcentage de cadres est très important, d'une part, et des entreprises composées majoritairement d'ouvriers, d'autre part.

Patrick JAMPIERRE, centre de vacances du CIE Thalès, Mairie de Dolus d'Oléron

Cette démarche est envisageable mais doit rester limitée pour ne pas tomber dans le clientélisme. Il convient de veiller à ne pas perdre de vue nos missions majeures.

Sylvain CRAPEZ

Jacques DURAND, quelles seraient les trois mesures majeures conditionnant une relance des colonies de vacances, selon vous ?

Jacques DURAND, JPA

Je souhaite reprendre la notion de valeur déjà évoquée ce matin.

Quand on ne sait pas où on va, il convient de se souvenir d'où on est parti. A la fin du XIXe siècle, Edmond Cottinet avait lancé les colonies scolaires. Le succès était au rendez-vous car deux leviers avaient été actionnés : un engagement idéologique, politique et un accompagnement sanitaire.

En 2015, nous sommes en défaut d'idéal. Depuis les attentats de Charlie Hebdo, les centres de recrutement de l'armée ont enregistré quatre fois plus de demandes d'engagement professionnel que la moyenne habituellement constatée. Nous nous trouvons dans un monde d'anomie avec un nomadisme d'idéaux. L'idéal émerge dans un contexte brutal.

Ce constat m'a interpellé. Ce colloque permet de partager et de confronter nos idées. Cela nous conduira à mieux agir localement. Nous ne pouvons agir sans donner du sens à notre action. Qu'il s'agisse d'une action locale, intercommunale ou départementale, ces associations sont portées par des valeurs, ce qui s'avère satisfaisant. Nous devons nous interroger pour revenir à l'essentiel.

Ma deuxième réflexion s'appuiera sur mon expérience d' élu local. Pour les séjours collectifs, je crois fort à la proximité. Nous avons été amenés à abandonner nos propres colonies de vacances. Nous nous sommes alors orientés vers les mini-camps, que nous jugeons satisfaisants. Il convient de les coordonner avec les nouvelles activités périscolaires. Nous disposons de 25 animateurs permanents, auxquels s'ajoutent des animateurs occasionnels. Lors de la pause méridienne des collèges, les animateurs ont pour mission de faire passer des messages pour susciter l'intérêt des centres de vacances.

Nous créons des actions de communication par le biais d'un mensuel, d'un web radio, d'une bande dessinée, etc. Nous misons sur la proximité pour faire passer des messages sur le terrain (famille, commune, intercommunalité).

Nous avons développé un partenariat en identifiant des entreprises susceptibles de dynamiser notre démarche. Nous n'avons pas conclu avec Mac Donald car nous ne souhaitons pas faire leur publicité. Nous nous sommes engagés avec Tati qui a notamment organisé un concours de dessin, les gagnants pouvant bénéficier d'un séjour gratuit. Nous devons nous interroger sur les raisons pour lesquelles certains parents ont refusé de laisser leur enfant profiter de ce prix.

Dans le cadre de la réforme Fillon, en 2005, nous avons espéré que nos organisations puissent intervenir dans la formation générale des professeurs des écoles ou des universités. La situation n'est pas idéale dans les universités. Le ministère mériterait de se saisir de ce sujet.

De surcroît, il convient que nous reprenions la main sur les projets éducatifs territoriaux. Certains élus signent aisément les PEDT alors que, sur le terrain, l'activité proposée s'apparente à de la garderie.

Sylvain CRAPEZ

Ivan Baquer, quels seraient vos trois pistes d'amélioration ?

Ivan BAQUER, CIAS

Nous avons travaillé avec la CNAF sur les centres de loisirs et sur les crèches. Nous avons pu augmenter la voilure en termes de financement via les CEJ.

Un problème de mutualisation se pose également. Certains centres de vacances ne sont pas remplis à certaines périodes.

Enfin, le travail de proximité auprès des agents, surtout en région, doit être développé.

Sylvain CRAPEZ

L'objectif de ce colloque vise également à mettre en évidence le manifeste *Les colos, un enjeu politique et éducatif pour l'avenir de la jeunesse*, co-rédigé par l'UNAT et la JPA. Une campagne de signature sera lancée au mois de mars, moment où les inscriptions pour l'été seront ouvertes.

L'UNAT s'efforcera de convaincre les organisations syndicales, les représentants et fédérations de signer ce manifeste. Nous devons être plus offensifs en matière de communication. L'UNAT mène des actions concrètes. Je me tourne vers nos intervenants. Etes-vous prêts à vous engager en signant ce manifeste et à le relayer ?

Ivan BAQUER, CIAS

Je suis disposé à le faire connaître. Je vous suggère de le communiquer au directeur général puis nous le présenterons dans le cadre d'une réunion de CIAS.

Patrick JAMPIERRE, centre de vacances du CIE Thalès, Mairie de Dolus d'Oléron

Je ne peux pas m'engager au nom du CIE Thalès mais je peux m'engager pour ma commune dans le cadre de mon mandat d'élu.

Jacques DURAND, JPA

Nous avons rédigé ce manifeste à plusieurs. Je juge ce texte de grande qualité. Il convient d'œuvrer sur la mise en œuvre à présent. Le terrain sera révélateur de l'efficacité de cette démarche. J'échangerai avec la présidente de l'UNAT prochainement.



Discours de clôture : se mobiliser pour promouvoir les colonies de vacances

Patrick DROUET

Administrateur référent du secteur
Enfants et Adolescents, UNAT
Directeur général d'Aludéo



Le changement viendra par nous, par les acteurs du secteur. Cet après-midi vous avez participé à des ateliers et nous allons adresser à chacun d'entre vous les actes avec un plan d'actions qui sera la synthèse de vos prises de parole.

Je vous remercie tous d'être venus, et j'adresse des remerciements chaleureux à tous les membres du comité de pilotage de ce colloque, ainsi qu'à tous les intervenants de cette journée, et une mention spéciale aux salariés de l'UNAT sans qui ce colloque ne serait réussi.

Vous êtes venus très nombreux, nous aurons plaisir à vous retrouver l'année prochaine, le 18 novembre 2016, car c'est très important de savoir mettre en perspective son travail à intervalles réguliers.

Ainsi, nous clôturons ce colloque mais préparons déjà celui de l'année prochaine. Quel est le sujet du colloque 2016 ?

La mutualisation dans les colos : expériences et réussites

Toujours dans le cycle de la mobilisation, nous allons traiter de l'importance des actions communes, de la mutualisation, des synergies mises en place ou à mettre en place.

Nous avons déjà repéré chez vous de nombreux exemples tels que :

- ▣ Les CE qui se regroupent en interCE pour mutualiser achats et départs d'une même ville ou région ;
- ▣ Les communes qui se regroupent en intercommunalité en y insérant une politique de départ des mineurs en vacances ;
- ▣ Le ministère de la Jeunesse et des Sports qui met en place l'action *GénérationCampColo* ;
- ▣ La montée en puissance du dispositif VACAF alors même que dans les départements chaque conseil d'administration est indépendant ;
- ▣ Les dispositifs d'aide au départ dans un espace régional (quelle dynamique dans les nouvelles régions ?) ;
- ▣ Les organisateurs réunis au sein de l'Office, de la JPA, de l'UNAT, de l'UNOSEL, qu'y trouvent-ils ?
- ▣ Pourquoi ne sommes nous pas encore en lien avec d'autres organisateurs européens ou mondiaux ?
- ▣ Faut-il mettre en œuvre des labels communs dans notre secteur ? Exemple du label pour les hébergements de mineurs mis actuellement en place par le réseau Ethic Etapes.
- ▣ Comment fonctionne le plan d'actions issu des ateliers du colloque 2015 ? Et quelles suites pour le manifeste ?

Je compte sur vous pour se mobiliser, communiquer ensemble afin de promouvoir les colos et ne jamais cesser de rappeler les apports éducatifs, sociaux, économiques, et citoyens de nos séjours.

Car il faut que chacun d'entre nous sache donner de la cohérence à la politique éducative de l'organisme pour lequel il agit. Plus que jamais dans ces temps troublés par les attentats, il nous appartient de rappeler que partir en colo c'est aussi et surtout former des citoyens. Nos colos ont des utilités éducatives et sociales, elles sont l'exemple de la réussite du vivre-ensemble entre les enfants. Aujourd'hui plus que jamais organiser et financer des colos est un acte politique.

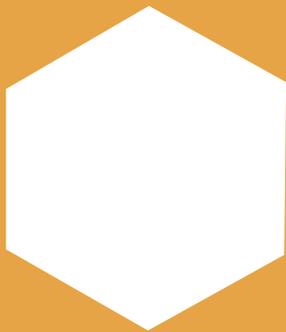
“

Partir en colo c'est aussi et surtout former des citoyens. Nos colos ont des utilités éducatives et sociales, elles sont l'exemple de la réussite du vivre-ensemble entre les enfants. Aujourd'hui plus que jamais organiser et financer des colos est un acte politique.

Patrick DROUET

”





Annexes

Annexe 1 : Bilan de satisfaction

Annexe 2 : Présentation de l'UNAT

Annexe 3 : Glossaire

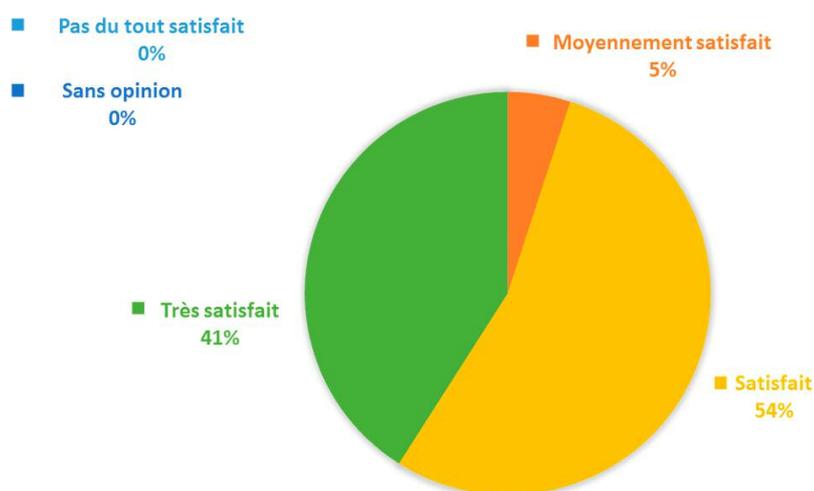
Bilan de satisfaction

Nous remercions encore une fois l'ensemble des participants qui ont répondu à ce questionnaire d'évaluation, et plus largement, tous ceux qui nous ont adressé des mots d'encouragement et de remerciements. Ce soutien conforte l'UNAT à maintenir et à renforcer son action en 2016 !

Cette année, l'UNAT a ouvert un nouveau chapitre sur le thème de la mobilisation, et plus particulièrement sur le rôle des prescripteurs dans le départ des enfants et adolescents en colo. Acteurs essentiels et de poids dans la décision du départ en vacances de ce jeune public, les collectivités territoriales et les comités d'entreprises ont été au coeur de ce colloque. Un panorama du secteur des colonies de vacances a également été présenté lors de cet événement. Vous avez été nombreux à nous faire part de votre satisfaction.

Le questionnaire de satisfaction a reçu 61 réponses entre le 25 novembre et le 8 décembre 2015. Ces retours ont permis à l'UNAT de tirer un bilan plus que positif tant en termes d'organisation que sur la qualité des interventions et des échanges qui ont eu lieu lors de ce colloque « Les colos, un enjeu pour la jeunesse ».

SATISFACTION GLOBALE



La satisfaction globale a été analysée plus finement à travers trois axes :

- L'organisation
- L'animation
- Le contenu

1. L'organisation : 98% de satisfaits ou très satisfaits

L'organisation du colloque a reçu des avis très positifs.

Parmi les points positifs :

- Très bon accueil
- Bonne maîtrise des contretemps durant la journée, bonne dynamique
- Beaux locaux d'AG2R, bien équipés et facilement accessibles

Parmi les points perfectibles :

- Espaces trop étroits pour le nombre de participants
- Accès difficile au buffet
- Auditorium peu adapté au déroulement d'un atelier

2. L'animation : les acteurs du secteur mobilisés

Le colloque a réuni près de 210 participants, dont 184 émargeants.

Parmi les points forts :

- ▣ Diversité des intervenants et des participants
- ▣ Diversité des interventions dans leur forme (table ronde, conférence, atelier...)
- ▣ Présence du ministre, d'institutionnels et d'acteurs majeurs du secteur

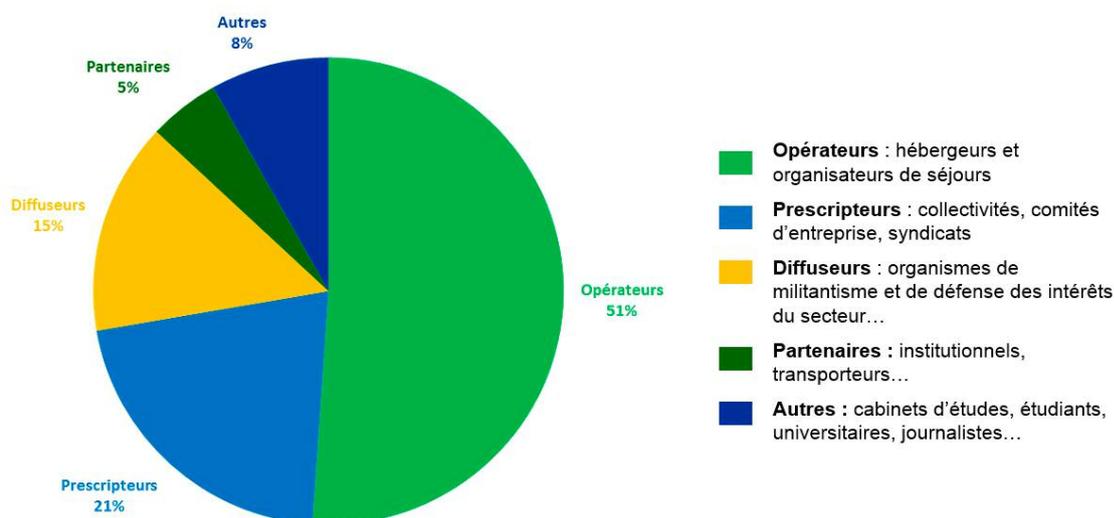
Parmi les points perfectibles :

- ▣ Mobiliser davantage d'élus de collectivité et de CE
- ▣ Travailler en plus petits groupes pour les ateliers
- ▣ Présenter des témoignages innovants

Malgré les événements tragiques qui se sont déroulés en novembre 2015, quelques jours avant notre colloque, les acteurs du secteur des vacances collectives des enfants et adolescents, et notamment Patrick KANNER - Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, se sont mobilisés pour participer à cette rencontre.

En terme de diversité, nous retrouvons une répartition similaire à celle de 2014. On compte ainsi une représentation significative des opérateurs de séjours, des prescripteurs (collectivités territoriales, comités d'entreprise - public cible de cette édition) et des diffuseurs. Ces derniers sont souvent des réseaux qui favorisent la transmission d'information et la valorisation du secteur.

TYPOLOGIE DES PARTICIPANTS



Ce colloque, également ouvert aux non-adhérents de l'UNAT, a permis la rencontre d'acteurs du réseau (55% de participants 2015 adhérent à l'UNAT nationale ou à une UNAT en région) avec d'autres opérateurs et partenaires (lucratifs ou non) du secteur des colonies de vacances.

Les représentants politiques étaient également présents : Marc ENGEL de la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative du Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, Olivier JOUEN du dispositif VACAF, Dominique NOGUES de la CNAF, Nicolas RANDY de l'ANCV...

Cette diversité, appréciée par les participants, fait de ce colloque une rencontre annuelle marquante, d'autant plus que peu d'événements du même type existent ailleurs.

3. Le contenu : 95% des participants sont satisfaits, voire très satisfaits, de la thématique abordée

Le contenu et le programme de ce colloque ont suscité de manière générale une grande satisfaction des participants.

Parmi les points forts :

- Bonne répartition des temps de réflexion
- Les temps d'échanges et les ateliers ont offert de nombreuses possibilités aux participants de s'exprimer
- La qualité des intervenants et animateurs a été reconnue mainte fois par les participants
- Thèmes d'actualité abordés

Parmi les points perfectibles :

- La table ronde de l'après-midi n'a pas été jugée « à la hauteur des attentes » des participants
- Les ateliers n'ont pas été les lieux de propositions novatrices
- Nombre trop élevé de participants dans l'atelier 1 et d'intervenants aux tables rondes
- Temps en atelier à rallonger

Les discours introductifs de Mr le ministre Patrick Kanner et de Patrick Drouet ont fait l'objet de retours très positifs. En lien avec l'actualité, dynamiques et pertinents, les participants ont tenu à souligner leur satisfaction quant à ces interventions.

Les participants ont fortement apprécié les conférences et la table ronde de la matinée. La présentation de Sandra HOIBIAN du CREDOC a fait l'unanimité en exposant les principales tendances et évolutions ainsi que les sentiments des Français dans le contexte actuel. L'intervention d'Audrey WITTERSHEIM et la table ronde animée par Isabelle MONFORTE ont également beaucoup plu en proposant des chiffres actualisés du secteur des colonies de vacances en France. Un manque s'est néanmoins fait ressentir quant à leur articulation et sur les interventions de l'après-midi (ateliers et table ronde).

Les outils de communication diffusés lors de ce colloque (panorama « les colos aujourd'hui », baromètre 2015, livret JPA...) ont recueilli de nombreux commentaires très positifs. Ils ont été décrits comme étant « bien présentés », « très intéressants », « parlants », « synthétiques », « ludiques »,...

4. En 2016 : un colloque sur la mutualisation

En 2016, l'UNAT organisera la 5e édition de son colloque dédié aux séjours de vacances collectifs pour les enfants et adolescents.

L'UNAT poursuit ainsi sa réflexion sur le thème de la mobilisation en proposant, cette année, un évènement intitulé « **La mutualisation dans les colos : expériences et réussites** » afin de valoriser les actions communes, de mutualisation et les synergies mises en place ou à mettre en place.

Nous vous donnons donc rendez-vous le **vendredi 18 novembre 2016** sur Paris afin d'échanger sur le sujet...

Qu'est ce que l'UNAT ?

L'Union Nationale des Associations de Tourisme est une association reconnue d'utilité publique, créée en 1920 et qui inscrit son action dans le cadre d'un projet d'intérêt général à but non lucratif. Elle rassemble les principaux acteurs à but non lucratif qui s'engagent en faveur d'un tourisme respectueux des hommes et des territoires.

L'Union mène des actions pour représenter le secteur du tourisme associatif auprès des pouvoirs publics et partenaires sociaux dans l'objectif de contribuer au développement d'une politique sociale des vacances et du tourisme. La valorisation du secteur, la mise en place de partenariats et d'outils à disposition des adhérents ainsi que la gestion d'un fonds mutuel de garantie forme un ensemble d'éléments qui viennent soutenir le développement de ses membres. Par ailleurs elle développe des partenariats et des projets au niveau européen aux côtés de l'Organisation Internationale du Tourisme Social (OITS).

Parce que les vacances sont un temps de rupture avec son quotidien, un temps de partage propice au renforcement des liens familiaux ou amicaux, et pour les plus jeunes, l'occasion de s'épanouir et de se développer, l'association défend la valeur sociale de vacances accessibles au plus grand nombre.

La démocratisation du tourisme n'a été possible que par l'action des opérateurs de tourisme social et de plein air proposant des hébergements adaptés à l'évolution des attentes des vacanciers. Ces organisations, en aménageant des sites sur des zones parfois peu touristiques maintiennent une activité économique et sociale garantissant un tourisme qui soit source de bénéfices locaux.

Enfin, par son modèle de gouvernance multi-partie prenante et une culture partenariale forte, le tourisme associatif et social que valorise et défend l'UNAT propose une approche différente des entreprises lucratives.

De nombreuses initiatives du réseau apportent un impact économique et social bénéfique sur les territoires, tout en mobilisant différents acteurs de la société dans le cadre d'un développement durable des sites d'hébergements.

Les chiffres de l'UNAT 2015

62 structures nationales sont aujourd'hui adhérentes à l'UNAT et plus de 500 membres régionaux sont réunis au sein de délégations régionales.

Le réseau compte environ 1400 établissements de tous types (villages vacances, centres sportifs, auberges de jeunesse, refuges, gîtes, campings, centre internationaux de séjours...), représentant 210 000 lits touristiques pour un chiffre d'affaires de 1,4 Md€.

4,08 millions de vacanciers sont accueillis, représentant 24,1 millions de nuitées

Pour en savoir plus : découvrez notre vidéo « C'est quoi l'UNAT ? » sur notre site www.unat.asso.fr

Glossaire

ACM : accueil collectif de mineurs
ADN : Activité découverte et nature
AGOSPAP : Association de gestion des oeuvres sociales des personnels des administrations parisiennes
ANCV : Agence nationale pour les chèques vacances
AROEVEN : associations régionales des œuvres éducatives et de vacances de l'éducation nationale
ASLH : Accueil de Loisirs Sans Hébergement
AVEL : Aides aux Vacances Enfants Locales
BAFA : Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur
BAFD : Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur
CAF : Caisses d'Allocations Familiales
CCAS : Centre communal d'action sociale
CCE : Comité central d'entreprise
CE : Comité d'entreprise ou Comité d'établissement
CEJ : contrat Enfance Jeunesse
CEMEA : Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active
CIAS : Comité interministériel d'action sociale
CIE : Comité inter-entreprises
CNAF : Caisse Nationale d'Allocations Familiales
COG : Convention d'objectifs et de gestion
CREDOC : Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie
DDCS : Direction Départementale de la Cohésion Sociale
DJEPVA : Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
EPAF : Éducation Plein Air Finances
FFJ : Forum français de la jeunesse
JPA : La Jeunesse au Plein Air
LPM : Loisirs provence méditerranée
MEOS : Mission des études, de l'observation et des statistiques de la DJEPVA
MSA : Mutualité sociale agricole
OITS : Organisation Internationale du Tourisme Social
ONPES : Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale
Ovlej : Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes
PEDT : Projet éducatif territorial
PEP : Les Pupilles de l'enseignement public
PS : Parti socialiste
QF : Quotient familial
RIP : Résidence internationale de Paris
RSE : Responsabilité sociétale des entreprises
SDF : Personne sans domicile fixe
SILC : Séjours internat linguistique culture
TAP : Temps d'Activité Péri-scolaires
UCPA : Union nationale des centres sportifs de plein Air
UFCV : Union Française des Centres de Vacances et de loisirs
UNAT : Union Nationale des Associations de Tourisme
UNOSEL : Union Nationale des Organisations de Séjours Educatifs, Linguistiques et des Ecoles de Langues
VACAF : Vacances Caisses d'Allocations Familiales

Ouvrage édité par

UNAT

Directeur de publication

Sylvain CRAPEZ

Rédaction et réalisation

Audrey WITTERSHEIM

Comité de pilotage

Présidé par : Patrick DROUET, UNAT/Aludéo

Thierry BARRANCO, La JPA

Bruno COLIN, Odcvl

Julien COUE, Les PEP

Sylvain CRAPEZ, UNAT

Emmanuelle DESPRES, UNAT Ile-de-France

Pascal DUMORA, UNAT Midi-Pyrénées

Louise FENELON-MICHON, UCPA

Georges GLANDIERES, UNAT

Quentin JOSTE, Wakanga

Ludovic LE GOFF, UNAT Ile-de-France / ADN

Isabelle MONFORTE, Ovlej

Jean-Michel PASSOT, UFCV

Crédits photos

© Fotolia

© iStock

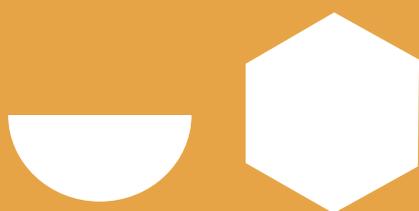
© Shutterstock

© Unat / Audrey Wittersheim

© Unat Ile-de-France / Emmanuelle Despres

Impression

Dix-neuf



Tous droits de traduction, reproduction et adaptation réservés

UNAT
8, rue César Franck, 75015 Paris
Tél: 01 47 83 21 73
Fax: 01 45 66 69 90
infos@unat.asso.fr
www.unat.asso.fr

UNATO
Le tourisme
au service des hommes et des territoires